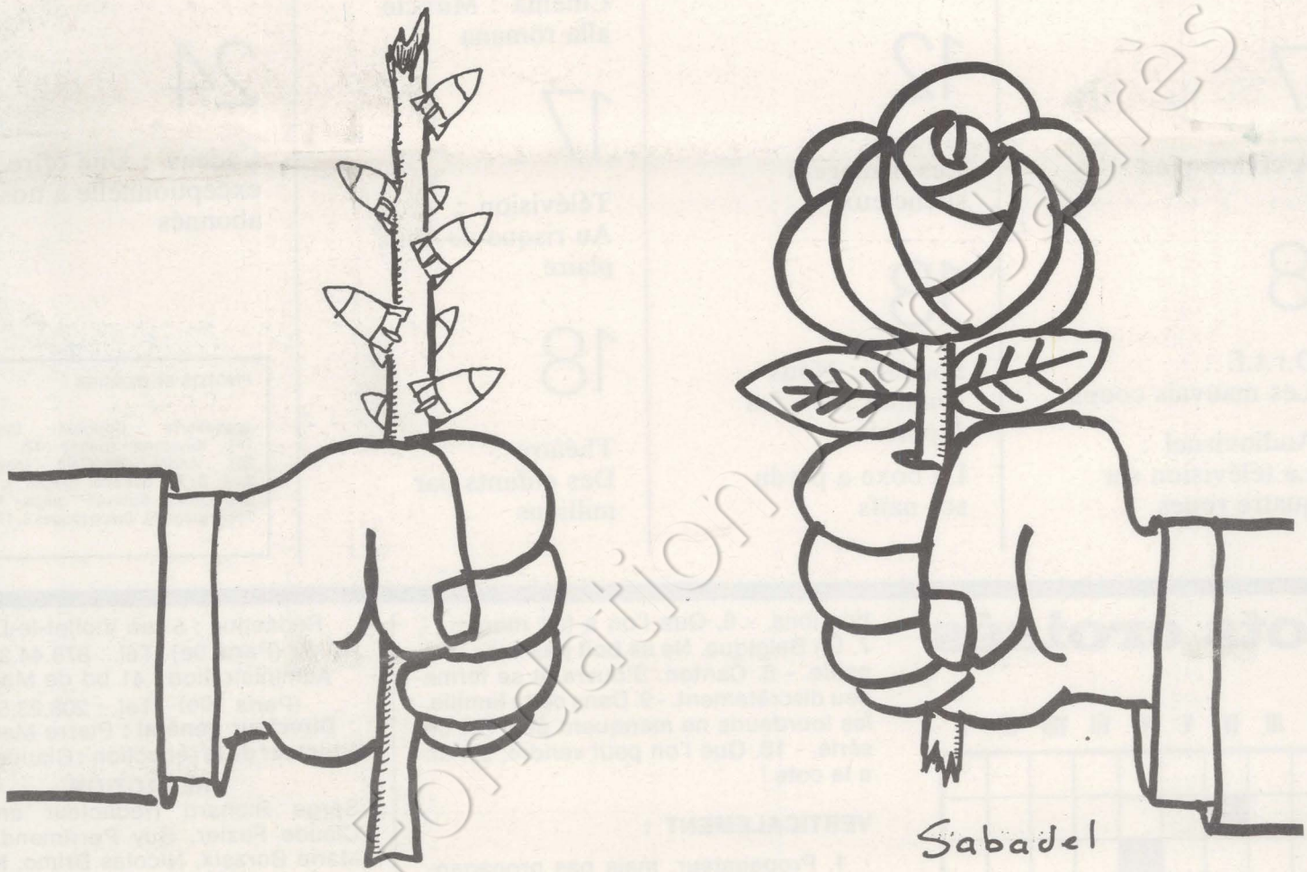
l'unité

N° 21 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 16 juin 1972



DEBRÉ - MITTERRAND

O.r.t.f : Les mauvais coups / Mc Govern le perspicace / Miracle alla romana / Les dangers de l'écrémeuse / Une autre Europe

Sommaire

3

Socialisme : Ce n'est pas du rêve

Encore Debré

6

Opinion : Agir ou prédire

7

A contre-pied

8

O.r.t.f. : Les mauvais coups

Audiovisuel : La télévision sur quatre roues

10

Syndicats : Retrouvailles face à la pieuvre

11

Etats-Unis : Mc Govern le perspicace

12

Hongrie : Les managers silencieux

13

Société : Nous sommes tous des Japonais

La boxe a perdu ses naïfs

14

Enseignement : Les dangers de l'écrémeuse

Les douze cent mille familles en flèche

16

Cinéma : Miracle alla romana

17

Télévision : Au risque de vous plaire

18

Théâtre : Des enfants par millions

19

Lettres : Toujours plus de Panthères

20

Document : Une autre Europe

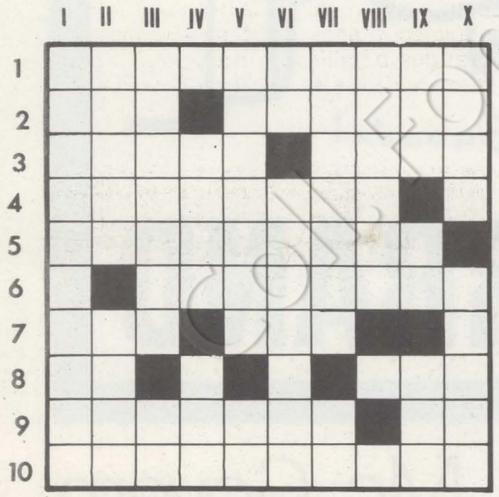
24

Cadeau : Une offre exceptionnelle à nos abonnés

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (page 15), Keystone (pages 12, 13, 20), André Perlstein (pages 3, 4, 6, 8), Sabadel (pages 1, 4, 21), Jules Sullivan (page 11), Teich (page 7), Vasco (pages 9, 17).

Mots croisés



PROBLEME N° 21

HORIZONTALEMENT :

1. Dans l'œil, permettent parfois de faciliter les contacts humains. - 2. Petits cours, qui ne sont pas suivis au lycée. Vous ne pourrez en recevoir qu'une grosse. - 3. Fait baisser l'écoute. Beaucoup de choses y sont écrites. - 4. Permet de bien achever le travail. - 5. Distinctions. - 6. Que l'on a fait monter. - 7. En Belgique. Ne se boit pas avec une paille. - 8. Canton. S'ouvre et se ferme peu discrètement. - 9. Dans cette famille, les lourdauds ne manquent pas. Fin de série. - 10. Que l'on peut vendre, si l'on a la cote !

VERTICALEMENT :

1. Propagateur, mais pas propagandiste. - 2. Instrument de travail. Non corrompue. - 3. Fabriquera. Commence un sabotage. - 4. Vieille, si elle est proche. Son coup n'est pas forcément inoffensif. - 5. Il vendit bien sa « Fiancée ». Reviennent chaque jour. - 6. Romains. Insérées. - 7. Entaille. Possessif. - 8. Lessivée, mais à sec ! - 9. Envoie beaucoup de gens au bain. Abréviation. Rappelle sa présence a posteriori. - 10. Permettent de réanimer. Naturelle.

SOLUTION DU N° 20

HORIZONTALEMENT : 1. Pertinence. - 2. Lierre. Aar. - 3. Ur. IM (Olim). Ogre - 4. Vespasien. - 5. Pô. Assis. - 6. Oseraie. Vu. - 7. Sectes. Loi. - 8. Intérieurs. - 9. Rua. Vies. - 10. Emérite. SE.

VERTICALEMENT : 1. Pluviosité. - 2. Eire. SEN (Nés). - 3. Ré. Spectre. - 4. Triporteur. - 5. Irma (la douce). Aérai. - 6. Né. Saisi. - 7. Oise. Eve. - 8. Nages. Lui. - 9. Carnivores. - 10. Ere. Suisse.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean-Jaurès

Ce n'est pas du rêve ...

Ce sont bien deux conceptions profondément antagonistes de la société qui se sont affrontées « à armes égales ». A Michel Debré, héraut d'un nationalisme périmé, chantre d'une liberté clamée comme un slogan, pourfendeur de l'union de la gauche au nom d'un anti-communisme obsessionnel, François Mitterrand a opposé la réalité du régime capitaliste, l'oppression qu'il représente pour des millions d'hommes, que le socialisme appelle au contraire à prendre en main leur destin, à construire une société plus juste, plus humaine, où le profit cesserait enfin d'être la loi suprême.

Michel Debré a fait grief à son interlocuteur de poursuivre un rêve. L'argument est piquant de la part d'un homme qui semble se complaire dans le rôle de gardien des mythes gaullistes de la fausse grandeur et de la prétendue association capital-travail.

La réalité d'aujourd'hui, celle que traduisait le sondage réalisé pour l'émission, est que l'immense majorité des Français veulent en finir avec l'exploitation capitaliste dont Michel Debré, qu'il le veuille ou non, est l'un des gestionnaires les plus marquants. Et l'on n'en finira avec cette exploitation que le jour où seront enfin jetées les bases d'une société socialiste telle que l'a dessinée François Mitterrand dans les trois interventions successives qu'il a faites dans le débat, en réplique aux thèses du ministre des Armées. Ce sont ces passages, définissant clairement notre conception du socialisme, que nous publions, tels quels, dans les pages suivantes.

CLAUDE ESTIER

Pour moi, le socialisme, c'est une libération. C'est, après la grande Révolution de 1789, la révolution libérale, l'avènement du citoyen à la politique, après 1848, après la Commune, après le Front populaire de 1936, c'est la nécessaire libération moderne. J'y crois profondément. J'y suis venu parce que je le croyais. Au nom de quoi l'homme politique que je suis aurait-il fait le choix du socialisme, si ce n'était sa conviction?

Pour moi, le socialisme c'est la libération de millions et de millions de gens qui ne sont pas dans les prisons — il y en a quelques-uns, mais ce n'est pas cela le problème — qui sont dans la prison de la société, qui sont emprisonnés par un mode de vie, par des transports en commun, par des logements misérables, par des bas salaires, par l'absence du temps de vivre. Imaginez ce qu'est le temps de vivre pour celui qui a neuf heures de travail par jour et une moyenne de deux heures de transport !

Moi, je crois que le socialisme est une libération. Les libertés n'existent pas à l'état naturel. Autrement, c'est la loi de la jungle. Le plus fort mange le plus petit, le plus faible. Donc, la liberté n'existe que si on l'organise. Le socialisme c'est, en effet, une approche aussi scientifique que possible — nous ne sommes pas dans les sciences exactes, il s'agit de problèmes difficiles à traiter — du fait économique et social. Nous essayons de libérer ceux qui sont opprimés, ceux qui sont aliénés dans une société où les forces économiques sont toutes puissantes. Nous voulons donc libérer l'homme de la situation dans laquelle l'a placé une société capitaliste dont on voit bien qu'elle est finalement détestée par la plus grande partie de nos concitoyens. Pour arriver à cette libération, il faut à la fois un projet, un idéal, et aussi une méthode.

Le projet, j'essaie de le définir : quel serait le type de société si nous étions dans un régime socialiste tel que celui auquel je pense, auquel je travaille ? Cela consiste, à mes yeux, d'abord à briser les tyrannies, à briser le carcan qui existe sur le plan économique. Il n'y a pas de démarche vers le socialisme qui ne commence par s'attaquer aux structures de l'économie, aux rapports de production qui font qu'il y a un tout petit nombre de gens privilégiés, qui sont les maîtres de tout, et puis un très grand nombre, des millions et des millions de gens, qui n'ont accès à rien, même pas à la possibilité de juger, de contrôler.

Le problème capital est de briser les structures économiques. Et quelle que soit votre bonne volonté, vous ne pouvez pas y parvenir, car il y a des conditions objectives qui font que le pouvoir se trouve là où se trouve la propriété. Et le pouvoir et la propriété capitaliste, au niveau des grands groupes de production, c'est une oppression, c'est une tyrannie qu'il fait faire sauter, sans quoi il n'y a pas de liberté : ce mot que vous employez, il est beau, mais il n'a pas de contenu. La démarche socialiste consiste à lui donner un contenu. Je suis socialiste, parce que je crois avoir compris que, dans les grandes batailles sociales qui se sont surajoutées aux grandes batailles individuelles, il fallait que les droits et les libertés sociales et

→



Michel Debré et François Mitterand après l'émission.





François Mitterrand avec Pierre Kast, le réalisateur de son film.



Avec Pierre Desgraupes.

→

collectives viennent s'ajouter à l'héritage démocratique.

La seule façon de se libérer, c'est de choisir le socialisme contre le capitalisme dont vous êtes, Michel Debré, le gestionnaire.

Pas de religion révélée

Le socialisme, c'est d'abord la lutte organisée pour que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. Vieille définition, mais qui reste d'actualité, y compris dans certains systèmes qui se disent abusivement socialistes. Que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour cela, il faut examiner les structures économiques. Ce n'est pas un rêve, le socialisme, c'est une science. Ce n'est pas toujours une révolution, c'est souvent une évolution. Ce n'est pas une religion révélée. Il n'y a pas de dogmes dans le socialisme. Il n'y a pas de grands prêtres du socialisme. Autant que possible, il y a des savants, il y a des analystes, et puis il y a ceux qui vivent la vie de tous les jours, les militants. Donc, nous ne reconnaissons pas au socialisme je ne sais quel Dieu ou philosophe qui commanderait nos analyses.

Il existe, actuellement, sur la surface de la terre, divers types d'expériences socialistes. Il y a les expériences communistes, en Europe de l'Est essentiellement, et en Chine. Vous savez fort bien qu'il y a des différences très sensibles dans la conception du socialisme dans ces deux grands blocs ; l'une étant l'émanation, essentiellement, de la classe ouvrière, je veux dire l'Europe de l'Est, surtout la Russie soviétique, et l'autre étant d'émanation rurale, donc de révolution agraire, c'est-à-dire la Chine. Dans ces pays, on collectivise tout : les grands moyens de production, les grands moyens d'échange, la distribution, le commerce, l'agriculture. Tel n'est pas notre système.

En dépit des progrès réalisés dans ces pays, en dépit de la promotion de la classe ouvrière et de la classe paysanne, ceci est acquis au bénéfice d'un parti unique, d'une bureaucratie centralisatrice et tyrannique, d'un plan macro-économique, qui couvre l'ensemble du pays. Ce type de régime, nous le rejetons parce qu'en fait, c'est un détournement du socialisme au bénéfice d'une classe intermédiaire. Ce n'est plus véritablement la classe ouvrière ou le monde paysan qui arrivent au pouvoir, c'est une bureaucratie intermédiaire, qui se trouve en lutte dès aujourd'hui avec une technocratie. La lutte dans ces pays montre bien qu'il n'y a pas eu d'évolution suffisante vers la démocratie. Et c'est pourquoi nous ne voulons pas, nous, d'un système communiste.

Le record de l'injustice

Le deuxième type de socialisme existe dans un certain nombre de pays, de l'Europe occidentale notamment. Je sais que dès que vous parlez de la Suède, vous avez tendance à dire qu'elle n'est pas socialiste. Je crois que votre définition est trop simple. En tout cas, les Suédois se reconnaissent comme tels et rien ne permet de douter de leur bonne foi. Vous savez que la tradition socialiste en Suède est le fait de gens sérieux, et qui croient dans ce qu'ils font. Eh bien, eux disent que, pour atteindre le socialisme, il faut d'abord procéder à la redistribution des revenus. Et d'autre part, s'ils n'ont pas détruit les structures capitalistes, ils les ont jugulées. Vous savez fort bien que le pouvoir syndical est considérable en Suède, et que la redistribution des revenus est constante par le moyen fiscal et par le moyen social. Le moyen social de redistribution est très important ; par exemple, la médecine et la pharmacie sont nationalisées, ce que nous ne demandons même pas. Sur le plan fiscal, quelqu'un qui gagne 30 000 couronnes se retrouve, après les ponctions fiscales et sociales, à 19 000 couronnes. Celui qui gagne 60 000 couronnes se retrouve, après les mêmes ponctions, à 21 000 couronnes. L'éventail des salaires et des revenus est de 1 à 4. Tandis qu'en France, il est d'au moins 1 à 8. La Suède socialiste est le pays dans lequel l'éventail est le plus étroit, où le plus riche est le plus proche du plus pauvre. Et le pays qui, dans le monde industriel, bat le record de l'injustice, c'est la France.

Les statistiques de l'Insee sont claires; pour l'inégalité dans la redistribution des salaires et des revenus, c'est la France qui bat le record : cette redistribution est beaucoup plus injuste qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Sauver l'homme et la nature

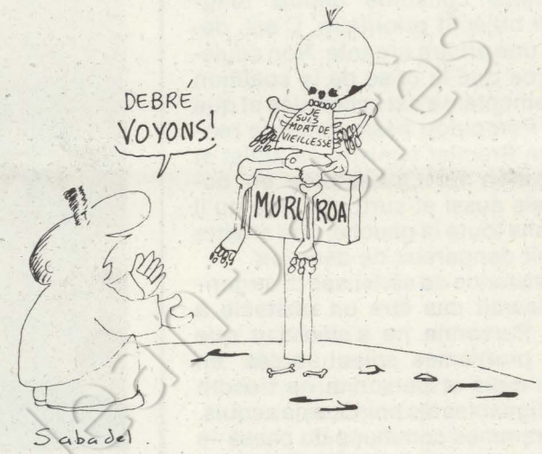
Il existe d'autres formes de socialisme. Quelle peut être celle de la France ? Nous sommes profondément démocrates. Nous aimons les libertés, elles sont le sang de notre sang. Et jamais nous n'accepterons de doter la France d'un parti unique ou de la soumettre à la dictature de qui que ce soit. Nous sommes les héritiers de la démocratie française. Nous y ajoutons le droit social, nous y ajoutons non seulement ce que nous voulons faire des structures économiques, mais ce que nous voulons faire de ce qu'on appelle la révolution culturelle sans laquelle il est évident que briser les structures économiques ne veut rien dire. Le bonheur n'appartient ni à vous ni à moi.

Aucun de nos systèmes ne peut régler les problèmes que se pose chaque homme et chaque femme dans sa vie

Encore Debré

La Conférence de l'Onu sur l'environnement, qui s'est achevée jeudi à Stockholm, a été fréquentée par des gens fort mal élevés. Par exemple Olof Palme, Premier ministre suédois, dénonçant la guerre écologique U.s. au Vietnam et frôlant ainsi l'incident diplomatique grave avec les Américains, qui l'accusèrent de sortir du cadre de la Conférence. Et surtout les neuf pays faisant condamner, à une majorité écrasante de 48 voix contre 2 (France et Chine), les essais nucléaires français dans l'atmosphère.

A Paris, Michel Debré, notre ministre de la Défense, en conçut une vive colère et convoqua une conférence de presse : « La preuve n'a jamais été apportée de la moindre nocivité de ces expériences ». Ce qu'apprenant, le délégué yougoslave à Stockholm lança : « Si ces essais sont inoffensifs, je suggère que M. Debré aille se placer sous la bombe quand elle explosera. »



privée. Mais au moins le socialisme met chacun en état de ne pas subir l'inconfort, la cruauté de la vie quotidienne et l'oppression des autres hommes.

Je veux également évoquer le problème de la domination de la nature. Il n'est pas possible, et il faudra qu'on en parle, de laisser la société capitaliste actuelle continuer de polluer, de pourrir la nature, de l'exploiter pour le compte du profit. Sauver l'homme et sauver la nature, c'est le même combat.

Si nous parlons maintenant des perspectives immédiates, comment pouvez-vous dire ce que vous dites sur la participation, sur l'esprit social du gouvernement et de sa majorité, sur les relations du capital et du travail, quand on en est encore à des revendications fondamentales non satisfaites — aussi bien les 1 000 francs par mois, abusivement engagés par Jacques Chaban-Delmas l'autre jour en renvoyant cela aux calendes grecques, que la retraite à 60 ans, alors que la moyenne de vie en France est de 67 ans et n'est, pour un travailleur manuel, que de 61 ans ? La retraite à 60 ans, ce n'est pas mérité ? Un an de paix après le travail, et quel travail ! Les 40 heures que l'on a votées en 1936 et dont on parle encore, que vous ne respectez pas. Et la semaine de travail en France qui est la plus longue d'Europe, plus longue que celle de l'Allemagne.

Michel Debré — Et les congés sont les plus longs.

François Mitterrand — Quoi, vous trouvez que c'est trop, les congés payés ? Il a bien fallu un gouvernement socialiste, celui que présidait Léon Blum, pour imposer les congés payés, les conventions collectives, la semaine de 40 heures, l'Office du blé, d'autres choses encore. Ce n'est pas du rêve, je le répète, c'est un combat. Donc, sur le plan purement factuel, sans oublier les revendications de caractère qualitatif, votre jugement est trop injuste, trop partial et en même temps trop ignorant — volontairement, c'est évident — des réalités historiques.

Mais, sur le plan des grandes idées, le socialisme français cherche aujourd'hui à faire la synthèse des expériences décrites tout à l'heure. Il y a de grandes réussites sur le plan de la production et de l'égalité sociale dans les pays communistes, et il faut en tenir le plus grand compte. Il y a de grandes réussites dans les pays socialistes d'Europe occidentale sur le plan de la protection et du développement des libertés. Nous voulons faire cette synthèse. Nous avons, nous, le regard tourné vers l'avenir, vers les nouvelles communautés. Nous pensons que l'on ne peut pas en rester au niveau des nations qui se regardent comme des chiens de faïence, qu'il est nécessaire de considérer le nouvel internationalisme qui se propose à nous, qu'il faut créer, bâtir les communautés nouvelles et notamment — mais pas à votre façon — l'Europe d'aujourd'hui.

De la même manière, nous sommes pour les nouvelles formes de la liberté, les loisirs, l'éducation permanente, la créativité, ces formes qui font que l'homme est plus heureux, qu'il s'épanouit, qu'il se réalise. Tout cela, c'est la démarche socialiste. Alors, vraiment, lorsque vous dites que vous, vous l'avez fait, ce n'est pas juste. C'est vrai que vous avez concédé, c'est vrai que vous avez dû reculer devant la pression des masses. Il fut un temps, au XIXe siècle, où les enfants de moins de 10 ans travaillaient 14 heures par jour au fond de la mine. C'est vrai qu'à un moment donné, le régime capitaliste que vous représentez a dû concéder des réformes sociales, y compris les assurances sociales, l'enseignement gratuit, etc.

Aujourd'hui, vous serez obligés de faire des concessions aux forces populaires représentées par le Parti socialiste, notamment. Il faut que vous compreniez qu'en réalité votre évolution ne représente que des concessions parce que vous ne pouvez pas faire autrement. Mais le maître, qui est-il ? C'est le même, c'est la puissance économique des monopoles. Vous n'en êtes que les exécutants. Le pouvoir, vous ne l'avez pas. Il est détenu par les monopoles et par les trusts. Le pouvoir politique n'est que l'expression du pouvoir économique.

Dans notre régime de justice sociale, les salaires comptent de moins en moins dans le revenu national. Les statistiques officielles qui sortent de vos services soulignent que les profits des entreprises comptent de plus en plus dans le revenu national.

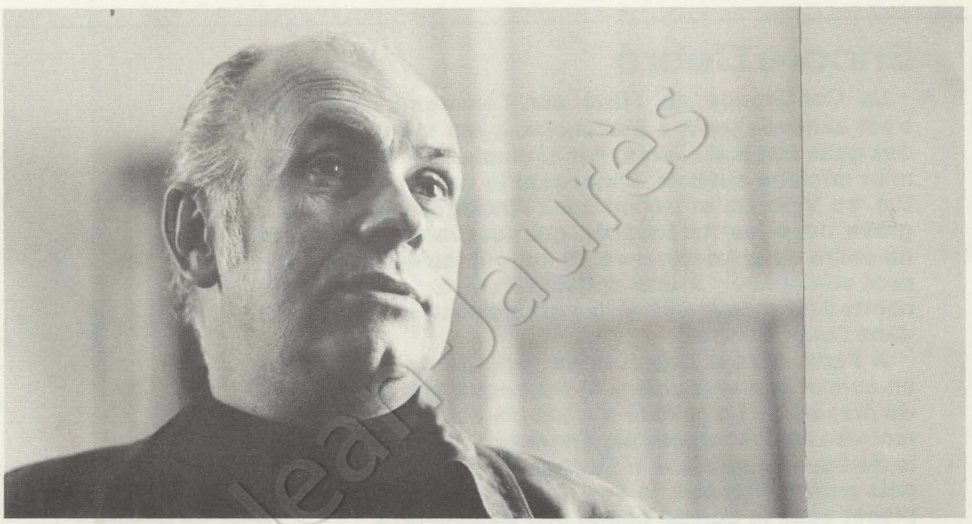
Enfin, vous avez beaucoup parlé des jeunes, alors donnez leur donc le droit de vote à 18 ans et cessez de les réprimer, de les considérer comme vos ennemis. Cela donnera plus de valeur aux propos obligeants que vous tenez à leur égard.

Agir ou prédire

La conclusion d'un accord entre le Parti socialiste et le Parti communiste constitue depuis longtemps un objectif prioritaire. C'est, désormais, une affaire urgente. Non seulement parce que la crise de la coalition gouvernementale s'est accentuée et que Georges Pompidou hésite entre le renvoi de son Premier ministre en juillet et la dissolution de l'Assemblée en octobre. Mais aussi et surtout parce qu'il existe, dans toute la gauche, une attente qu'il serait dangereux de décevoir.

La persistance de sérieuses divergences ne devrait pas être un obstacle à l'accord. Personne ne s'attendait que tous les problèmes soient réglés en quelques mois et personne ne tiendra pour négligeables les points déjà acquis. Les programmes communs du passé — je pense notamment à celui du Front populaire et à celui de la Résistance — n'allaient pas si loin.

Il reste que le débat devra être poursuivi. Ce qui implique à la fois l'établissement d'une confrontation permanente entre les partis et une analyse beaucoup plus poussée des affrontements sociaux qui se développent à travers le pays. Car les problèmes à résoudre ne concernent pas seulement la gestion économique, la transformation des institutions ou la politique internationale. Il faut, en premier lieu, donner une traduction politique cohérente à des aspirations qui sont multiples, parfois contradictoires et, le plus souvent, incompatibles avec la logique du système capitaliste.



Gilles Martinet.

On ne peut manquer d'être frappé par le contraste qui existe entre l'optimisme très modéré dont font preuve la plupart des augures de la gauche et la profonde inquiétude qui est actuellement ressentie dans les milieux patronaux. Ce n'est pas la conjoncture économique immédiate qui angoisse ces milieux. Elle n'est pas, de leur point de vue, si mauvaise. C'est la fluidité de la situation sociale, la densité des nouveaux mécontentements et des nouvelles revendications. L'éventualité d'une crise comparable à celle de mai 1968 n'est nullement exclue par les hommes du C.n.p.f. comme par les conseillers du gouvernement.

Les organisations dites révolutionnaires vivent, on le sait, dans l'attente de cette crise. Elles commettent cependant deux erreurs fondamentales. D'une part, elles avancent des solutions totalement inadaptées aux problèmes d'une société industrielle moderne et, de l'autre, elles négligent l'importance des réalités historiques et des traditions politiques. L'idée d'une unité populaire qui serait réalisée « à la base » par les « travailleurs en lutte » est opposée de la manière la plus mécanique, la plus schématique et la plus enfantine à la perspective de l'union de la gauche. Comme s'il n'y avait pas un lien entre cette lutte et cette perspective, et comme si les masses populaires n'étaient pas désireuses de voir apparaître une issue politique à court ou à moyen terme.

Ne nous y trompons pas, cependant. Les gauchistes ne sont pas les seuls à exprimer des craintes ou des réticences à l'égard des possibilités offertes par l'union de la gauche. C'est que celle-ci a été trop souvent réduite à son aspect électoral et parlementaire. Le Parti communiste a bien compris le problème, lui qui intervient — d'une manière que l'on peut discuter, mais que l'on ne peut pas ignorer — dans la plupart des batailles sociales et demeure en étroit contact avec la C.g.t. Le Parti socialiste ne saurait donc sans danger sous-estimer l'importance de ses liaisons avec les syndicats et de sa propre insertion dans les luttes qui se mènent ou qui se préparent, à commencer par la lutte pour le salaire minimum à 1 000 francs.

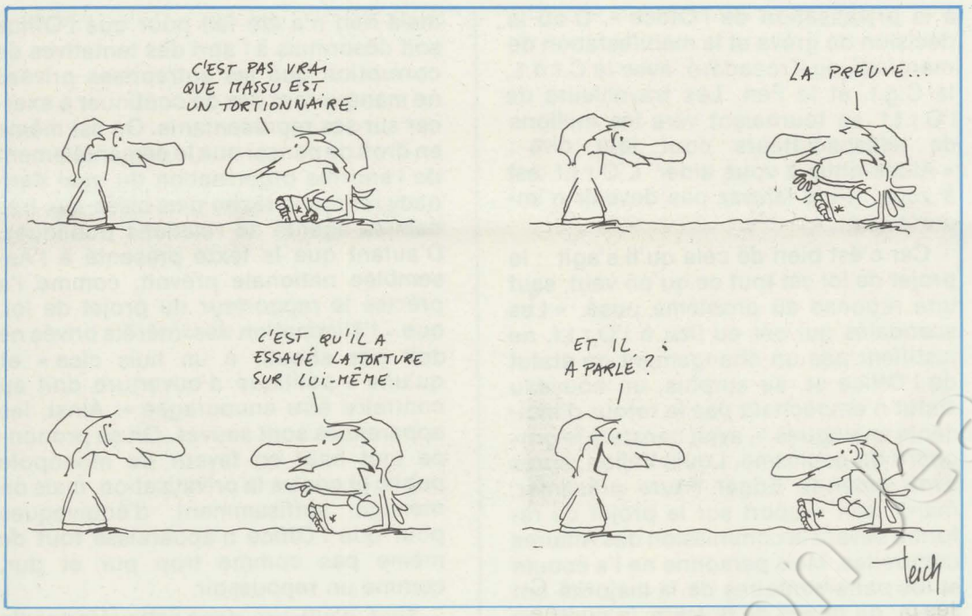
C'est, disons-le franchement, parce qu'ils doutent de cette capacité d'intervention qu'un grand nombre de militants — et notamment de militants syndicalistes — hésitent encore à soutenir le Parti socialiste. Mais c'est aussi parce qu'ils sont persuadés que rien de positif ne peut résulter de cet attentisme et qu'ils préfèrent agir plutôt que de concilier ou de prédire, que plusieurs centaines de mes camarades l'ont rejoint ou s'apprêtent à le rejoindre dans les prochaines semaines.

GILLES MARTINET



En vente dans les librairies et au siège des Editions de l'An 2 000, 41 boulevard Magenta, Paris Xe, avec conditions spéciales pour commandes groupées.

A contre-pied



Le drapeau de Solange

Contrairement à ce qu'elle espérait, Solange Troisier, en mettant son drapeau dans sa poche, n'a nullement convaincu les électeurs de Sarcelles qui s'étaient abstenus au premier tour. Elle avait pourtant, trois jours avant le scrutin, convoqué les journalistes pour leur expliquer que sa liste n'était pas U.d.r., mais qu'elle était du type « apolitique ». C'est d'ailleurs une attitude qu'adoptent de plus en plus fréquemment les candidats de la majorité, qui semblent préférer se déclarer « sans étiquette » ou se dissimuler derrière des formules du genre « défense des intérêts locaux ». L'élection de Sarcelles a montré, en revanche, qu'à gauche la dynamique unitaire n'a rien perdu de sa force, même auprès de l'électorat P.s.u. Dimanche soir, devant la mairie de Sarcelles, c'est au cri de « L'unité a payé » que la population a salué la victoire de la liste communiste-socialiste.

Les voix de Nicole

La presse écrite et parlée a célébré abondamment les louanges de Mme Nicole de Hauteclocque, première femme appelée à présider le Conseil de Paris. Elle a moins insisté sur les conditions dans lesquelles le vote a été acquis seulement au troisième tour de scrutin. Bien que les membres de la majorité soient au nombre de 46 sur 90 — et tous étaient présents — Nicole de Hauteclocque n'a recueilli que 41, puis 42 voix, tandis que quatre ou cinq voix s'égaraient sur d'autres noms. Des défections du même ordre se sont produites lors de l'élection des vice-présidents et des secrétaires, confirmant la « petite guerre » qui se développe au sein même de l'U.d.r. parisienne, ainsi qu'entre celle-ci et ses partenaires Républicains indépendants et C.d.p.

Objet réel de cette petite guerre : la répartition des candidatures aux élections législatives dans les 31 circonscriptions de la capitale où, en 1968, l'U.d.r. n'a laissé qu'un seul siège à ses partenaires, celui du giscardien Dominati.

La mémoire des généraux

Nos généraux ont du moins des idées sur la guerre du Vietnam. La semaine dernière, le général de Castries, à une réception offerte par le gouvernement provisoire du Sud-Vietnam, le Vietcong, déclarait tout de go : « Hanoï a déjà remporté la victoire au Sud... ». Quant aux Américains, ils seraient « bien avisés de quitter le Vietnam, même à ce stade tardif ».

Le lendemain, le général Salan, dans un interview à R.t.l., soulignait, lui, la victoire des troupes de Saïgon et vantait l'efficacité de la riposte américaine. Pendant trois bonnes minutes, Salan n'hésita pas à affirmer l'échec de la stratégie de Giap. Salan et de Castries ont au moins un point commun : ils ont tous les deux connu la défaite au Sud-Vietnam grâce à un général nord-vietnamien du nom de Giap.

Soyons peuple, mon cher...

Jacques Chaban-Delmas peut s'en aller : la relève de la « nouvelle société » est assurée. A part lui, jusqu'alors, le « social » ne passionnait guère nos gouvernants. Mais voilà que — élections obligent — c'est la ruée. Cher O.s., que l'on t'aime ! Pour un peu, on s'intéresserait même aux Portugais, si seulement ces gens-là votaient...

Le président de la République a prêché d'exemple. C'était à l'hôtel de ville du Mans, samedi. Agacé sans doute que son Premier ministre ait déjà « augmenté » les petits salaires, il a renchéri, lui, dans le qualitatif. Il n'a pas mâché ses mots, l'agitateur ouvrier Georges Pompidou : « Il faut satisfaire le rendement, mais aussi faire en sorte que le travail de l'O.s. se trouve transformé, afin que l'ouvrier ait l'impression (sic) de remplir un rôle efficace et réel ». Et de conclure par une dénonciation du travail à la chaîne et un appel à « l'agrément dans le travail ».

Dans le vœu pieux, le Président fera sans doute des émules. Sur le front du travail, on attend avec impatience Edgar Faure, le libéral professionnel de la Ve, qui voudra montrer qu'il est aussi « social » que Chaban. Faute du maître, un disciple a déjà parlé : son ami Jacques Bouchacourt, député U.d.r., membre de l'association fauriste « Pour un nouveau contrat social ». Fleuron de ce groupe gauchiste de la majorité, Bouchacourt vient de déposer une proposition de loi visant à la collecte des cotisations syndicales... par l'employeur et à l'implantation, dans l'entreprise, d'organisations sans critères de représentativité — autant dire de syndicats-maison.

Claude Pompidou peut aller commander chez Cardin son bleu d'O.s. en soie sauvage. La « nouvelle nouvelle société » est en marche.

MENIPPE

Les mauvais coups

A l'heure des flashes radio et du feuilleton d'avant-dîner, les récepteurs de l'O.r.t.f., mercredi, sont restés muets : grève à l'Office. Et bien que ce ne fût pas la première fois, téléspectateurs et auditeurs ont senti que quelque chose de grave se passait au-delà de leurs petits écrans et de leurs transistors. Quelque chose qu'un vocable administratif baptise réforme de l'O.r.t.f. ; mais dont ils ont compris qu'elle était une question politique capitale, dès que leur sont parvenus les premiers échos du débat sur cette réforme que l'Assemblée nationale achève ce vendredi.

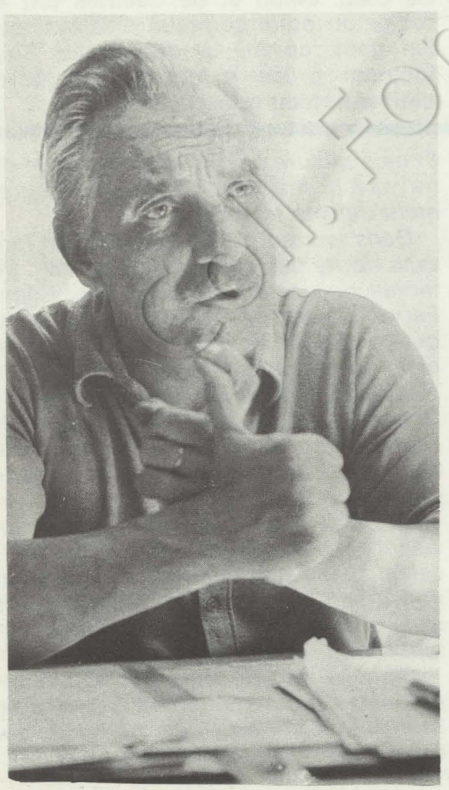
Avant d'atteindre les travées parlementaires, les vagues soulevées par le projet de loi Malaud *(voir notre précédent numéro)* avaient agité réalisateurs, journalistes, techniciens de la télévision et de la radio. « Ce projet de loi, disaient les syndicalistes de l'O.r.t.f., cumule tous les défauts : antidémocratique, inadapté à la crise actuelle, dangereux pour le le personnel, propice à la dégradation des programmes, et conduisant à terme à la privatisation de l'Office ». D'où la décision de grève et la manifestation de mercredi, au Trocadéro, avec la C.f.d.t., la C.g.t. et la Fen. Les travailleurs de l'O.r.t.f. se tournaient vers les millions de téléspectateurs pour leur dire : « Aidez-nous à vous aider. L'O.r.t.f. est à vous. Ne le laissez pas devenir n'importe quoi. »

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : le projet de loi est tout ce qu'on veut, sauf une réponse au problème posé. « Les scandales qui ont eu lieu à l'O.r.t.f. ne justifient pas un changement de statut de l'Office et, au surplus, un nouveau statut n'empêchera pas le retour d'incidents analogues », avait constaté le grognard du gaullisme, Louis Vallon, après avoir entendu Edgar Faure présenter, mardi, son rapport sur le projet de réforme devant la commission des Affaires culturelles. Mais personne ne l'a écouté et les parlementaires de la majorité ont rejeté, du revers de la main, la question préalable que ce gêneur avait eu l'impudence de déposer.

Car l'O.r.t.f. a été réformé à cause du scandale de la publicité clandestine, mais rien n'a été fait pour que l'Office soit désormais à l'abri des tentatives de corruption que les entreprises privées ne manqueront pas de continuer à exercer sur ses représentants. On est même en droit de penser que le démantèlement de l'énorme organisation du quai Kennedy rendra la tâche plus aisée aux très habiles agents de relations publiques. D'autant que le texte présenté à l'Assemblée nationale prévoit, comme l'a précisé le rapporteur du projet de loi, que « l'élimination des intérêts privés ne doit pas aboutir à un huis clos » et qu'une « politique d'ouverture doit au contraire être encouragée ». Ainsi, les apparences sont sauves. On se prononce tout haut en faveur du monopole public et contre la privatisation, mais on ménage suffisamment d'équivoques pour que l'Office n'apparaisse tout de même pas comme trop pur et dur, comme un repoussoir.

Tout, d'ailleurs, dans cette réforme de l'O.r.t.f., est ambigu et double.

Ainsi, le nouveau statut prévoit que sera établi un droit de réponse, mais dans le seul cas où des informations



Roger Louis.

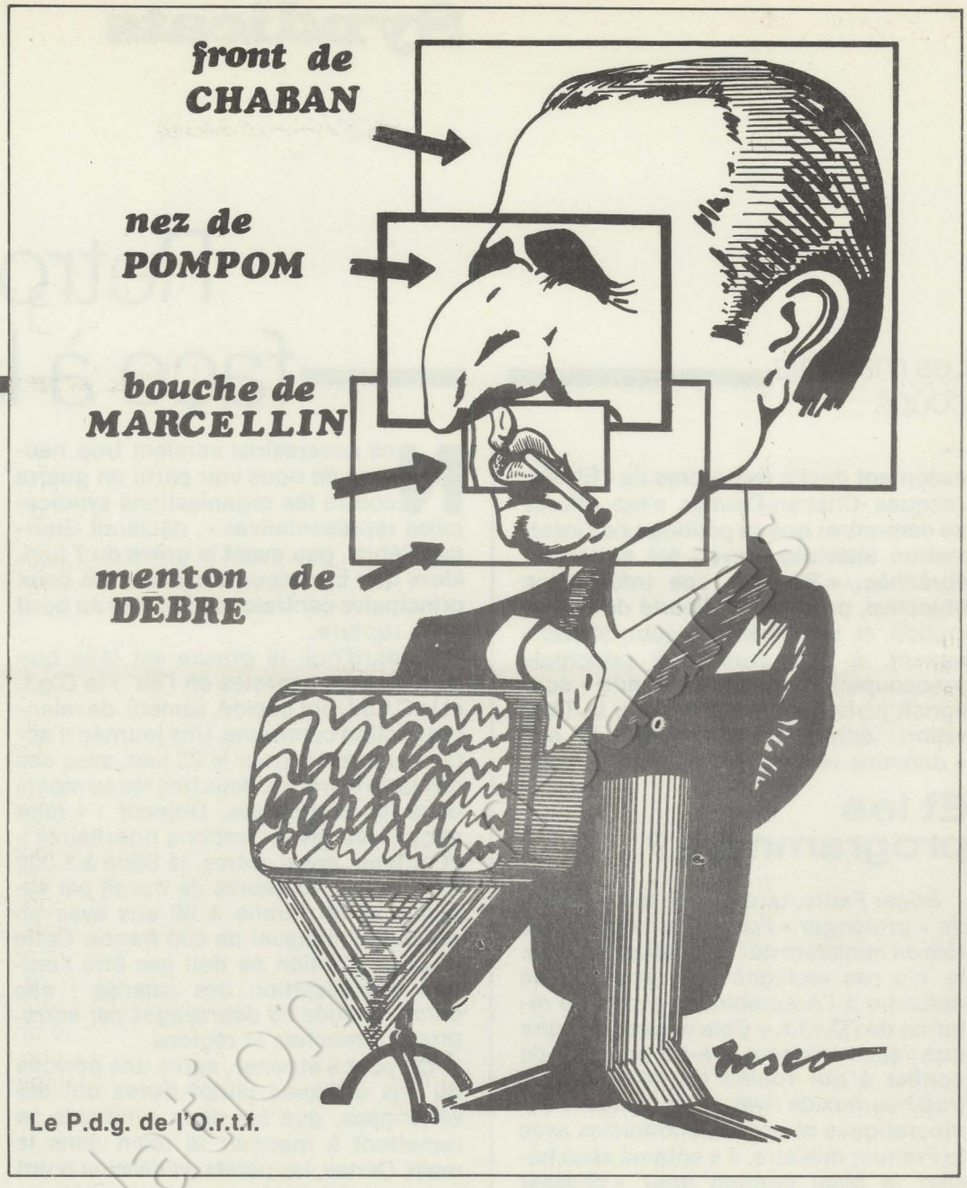
Audiovisuel: La télévision sur quatre roues

Quatre minibus Volkswagen, une équipe de cinq techniciens, une « structure gonflable » permettant d'accueillir 150 personnes, un investissement de plus de 300 000 F, une caravane. C'est « l'unité mobile audiovisuelle polyvalente » que le Centre de recherche pour l'éducation permanente et l'action culturelle (Crepac) présentera aux Tuileries mercredi prochain. La technique moderne au service de « l'agit-prop »...

Le Crepac a accumulé, en trois ans, une riche expérience dans le domaine de l'audiovisuel. Elle regroupe les organisations syndicales (C.f.d.t., C.g.t., cadres F.o., Fen), des associations « culturelles » (Ligue française de l'enseignement, Peuple et culture, Maisons de jeunes et de la culture) et des sociétés coopératives. Son but : « rechercher des formes et des contenus originaux de productions audiovisuelles qui répondent aux exigences modernes d'information et de formation ». Le magazine « Certifié exact », première production du Crepac, avait une forme double : un film et un dossier, présentés aux collectivités les plus diverses.

« Nous avons tout d'abord appris à élaborer en commun un produit particulier : de l'information. Puis à l'utiliser ensemble ». Pour Roger Louis, ancien reporter vedette de Cinq colonnes à la une — un de ces journalistes que l'O.r.t.f. ne « reprit » pas après la grève de mai 1968, sans doute parce qu'ils étaient l'honneur de leur profession — qui anime le Crepac et dirige ses deux magazines, si l'expérience de « Certifié exact » est positive, ses limites sont évidentes: « Tout d'abord, nous faisions un magazine « parisien ». Il était difficile de localiser l'information, d'avoir avec les gens un véritable dialogue. Nous faisions des magazines permettant la réflexion, mais nous étions loin de l'événement. Démocratiser l'audiovisuel, ce n'est pas faire réaliser par une équipe différente ce qui s'accomplit ailleurs, c'est faire autre chose. Le faire avec les gens. C'est désacraliser le professionnel, accepter d'apprendre en se frottant aux spectateurs ».

C'est à cela que correspond « l'unité mobile ». Mobile pour pouvoir être près



Le P.d.g. de l'O.r.t.f.

inexactes mettront en cause des « personnes physiques », autant dire très exceptionnellement.

Un peu plus inféodé

Ainsi, les « unités d'information » conservent-elles leur indépendance relative, continuant comme par le passé à être supervisées par le Conseil d'administration, mais les directeurs de chaîne ont autorité sur les émissions, ce qui en limitera considérablement la liberté. D'autant que l'une des sentences favorites de Malaud est de juger « pas assez équilibrés » les journaux télévisés ; on peut compter sur lui pour les « rééquilibrer ». Surtout si, sur ce point notamment, le « réorganisateur » de l'O.r.t.f. continue à puiser son inspiration, par Michel Jobert interposé, à l'Elysée.

Ainsi, on prétend développer la démocratie du fonctionnement de l'Office en accroissant le contrôle parlementaire, mais — étant donnée la composition actuelle de l'Assemblée — cela revient à inféoder un peu plus l'O.r.t.f. à la majorité U.d.r. - Républicains indépendants - centristes.

D'ailleurs, afin d'éviter que l'Office puisse jamais échapper -- même symboliquement — à l'autorité du gouvernement, a-t-on pris soin de préciser qu'un service minimum sera obligatoirement assuré sur chaque chaîne en cas de grève : de la sorte, les Français auront désormais le choix entre plusieurs films lorsque le personnel de l'O.r.t.f. cessera le travail. S'il fallait en croire Malaud, rédacteur du projet gouvernemental, il ne s'agirait en aucune façon de remettre par là en question le droit de grève...

Au total, c'est une rude reprise en main de l'O.r.t.f. par le Pouvoir, à des fins politiques sur lesquelles il est inutile d'insister. Evidente, nous venons de le voir, dans le domaine de l'information, elle est plus largement au cœur même de la nouvelle structure, conseil d'administration et direction générale.

♦ Le conseil d'administration : comme toute l'opinion démocratique, une partie de l'actuel conseil avait souhaité une représentation tripartite Etat-personnel - usagers et presse écrite. Au lieu de quoi est prévue une composition « paritaire » : Etat, pour moitié ; personnel, presse écrite et représentants des usagers désignés par le Parlement, pour l'autre moitié. Mais faussement paritaire : le président — nommé par le gouvernement — a voix prépondérante, en cas de partage des votes. De toute façon, une partie de la représentation des téléspectateurs, voire de la presse, sera telle qu'on n'en arrivera jamais à une situation de ce genre. Le Pouvoir n'est pas fou.

♦ Le P.d.g. : pas plus préparé à son rôle que les directeurs généraux de naguère et pas plus disponible pour ouvrir souvent son téléviseur, il aura certes plus de pouvoirs. Mais pour faire quoi ? Pour ce qu'il croira être le mieux vu par le gouvernement, puisque c'est à celui-ci — et là singulièrement se révèle l'opération poudre aux yeux — qu'il devra sa nomination par décret ; au lieu d'être élu par le conseil d'administration, comme un minimum de logique l'imposait. La désignation du P.d.g. pour 3 ans ne doit pas faire illusion : on le démissionnera, quand besoin sera, d'un poste qui, sous cette Ve République de stabilité tant vantée, a vu — de Porcher à de Bresson en passant par Delaunay, Chavanon, Janot, Bordaz, Dupont — défiler bien du monde.

Curieusement, la mise au pas de l'Office a donné lieu à une surenchère de proclamations libérales. En dépit des idées très conservatrices de Malaud, →

des gens ; autonome — qu'il s'agisse des groupes électrogènes ou des lieux de projection — pour pouvoir être efficace en tous lieux ; polyvalente, pour pouvoir utiliser tous les moyens techniques de prise de vue et de projection : magnétoscopes, films, diapos, etc ; opérationnelle, c'est-à-dire animé par une équipe cohérente de gens pouvant jouer le rôle de formateurs et d'écrivains publics.

Qu'il s'agisse de formation permanente ou d'information, le problème, en effet, est de taille. L'audiovisuel n'est qu'une technique, mais une technique particulière. Proposer, à ceux qui se heurtent à un problème, une information immédiate permettant la réflexion, la discussion et la prise de décision sur l'action à mener, ce n'est pas simple. L'utilisation de « l'unité mobile » ne pourra, dans un premier temps, qu'être expérimentale : un outil que l'on découvre, en même temps que l'on découvre les réactions de ceux pour qui l'outil a été créé. Et, alors que le Crepac inaugure sa première « unité », le rêve de ses responsables est d'en construire d'autres, une par région au minimum. Pour qu'enfin l'audiovisuel soit au service de tous.

V.L.

Les mauvais coups →

exécutant docile des ordres de l'Elysée, Jacques Chaban-Delmas s'est efforcé de démontrer que sa politique de l'information télévisée n'avait été nullement ébréchée. « Réaliser une information objective, préserver la liberté de l'information et la liberté des journalistes » restent, à l'en croire, sa principale préoccupation. Mais « le Monde » soulignait justement mercredi que la Télévision échappe désormais à son « domaine réservé ».

Et les programmes ?

Edgar Faure, quant à lui, tout content de « prolonger » l'œuvre entreprise à la tête du ministère de l'Education nationale, n'a pas rechigné pour accepter de défendre à l'Assemblée le projet de réforme de l'O.r.t.f. « Cela ne veut pas dire que j'approuve tout », a-t-il pris soin de confier à qui voulait l'entendre. Mais, trop heureux de rivaliser en audaces démocratiques et participationnistes avec le Premier ministre, il a entamé sans hésiter le beau combat pour « chasser l'anti-culture de la télévision ». A la délégation socialiste-communiste qu'il a reçue mercredi, il a même été jusqu'à dire qu'il était d'accord pour l'octroi d'un temps régulier d'antenne aux partis politiques ; mais il s'est bien gardé de reprendre à son compte, dans le rapport, cette idée qui est pourtant appliquée de façon parfaitement satisfaisante dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, en particulier les Pays-Bas.

Jamais l'aile la plus « progressiste » de la majorité n'est apparue à ce degré comme jouant le rôle de paravent, dissimulant, sous un discours généreux, les plus sordides menées de l'aile la plus conservatrice. Les amis de René Tomasini ont longtemps ferraillé avec les tenants de la « nouvelle société » de Chaban-Delmas et du « nouveau contrat social » d'Edgar Faure. Les voilà rassurés : leurs ennemis peuvent devenir leurs meilleurs alliés.

Pendant ce temps, 64 % des téléspectateurs interrogés par la Sofres, à l'occasion d'un sondage publié par « le Figaro », jugent qu'il y a trop de publicité à la télévision. Et, selon l'Ifop cette fois, 36 % seulement jugent les programmes télévisés bien adaptés à leurs goûts. Mais qui se soucie vraiment de leur opinion ?

ANTOINE VIOLET

Retrouvailles face à la pieuvre

« Nos adversaires seraient trop heureux de nous voir partir en guerre contre les organisations syndicales représentatives », déclarait Georges Séguy, peu avant la grève du 7 juin, alors que beaucoup croyaient les deux principales centrales syndicales au bord de la rupture.

Aujourd'hui, la preuve est faite que ce n'était pas paroles en l'air : la C.g.t. et la C.f.d.t. ont décidé, samedi, de relancer l'action commune. Une journée d'action est prévue pour le 23 juin, avec des arrêts de travail de deux heures au moins dans les entreprises. Objectif : « faire aboutir les revendications prioritaires » et obtenir, entre autres, le Smic à 1 000 francs pour 40 heures de travail par semaine et la retraite à 60 ans avec un minimum mensuel de 800 francs. Cette journée d'action ne doit pas être l'unique manifestation des salariés : elle sera précédée de débrayages par entreprises, branches et régions.

On peut s'étonner, après une période où des critiques plutôt dures ont été échangées, que les deux syndicats se remettent à marcher la main dans la main. Certes, les points de division n'ont pas manqué cette année : le référendum d'avril, le meurtre de Pierre Overney, les nouvelles formes de grève préconisées par la C.f.d.t. Mais chacune des deux centrales a toujours pris le soin de proclamer sa volonté d'unité d'action. Ensuite, et surtout, la grève du 7 juin a montré, s'il en était encore besoin, que les deux syndicats avaient besoin l'un de l'autre.

Si la grève du 7 juin n'a pas eu le succès qu'espérait Séguy, elle n'en est pas pour autant un échec : plus de 3 millions de salariés ont cessé le travail ce jour-là. La C.g.t. a pu ainsi montrer qu'elle conservait sa suprématie sur la classe ouvrière. Le but de cette journée a été atteint : la C.g.t. a prouvé qu'on ne peut envisager de mouvement de masse sans elle. Mais si Séguy est parvenu à redorer son blason en redevant pour quelque temps « l'homme fort » de l'opposition syndicale — et, pour cela, son exhibition télévisée lui a sûrement été plus utile que le succès discuté de la grève — il ne peut ignorer que, le 7 juin, les militants C.f.d.t. lui ont fait cruellement défaut.

C'est sans doute pour cette raison que Séguy a lancé un défi à la C.f.d.t. au cours de l'émission L'actualité en question, le jeudi 8 juin : « Nous sommes d'accord avec la C.f.d.t. pour mordiller les tentacules de la pieuvre capitaliste, mais la C.f.d.t. ne veut pas s'entendre avec nous pour frapper à la tête. »

Edmond Maire a relevé le gant. Désormais, les deux centrales s'emploient, de concert, à frapper à la tête. Malgré les mouvements prévus, il serait étonnant pourtant qu'une grande offensive couronnée de succès ait lieu avant les vacances. Le mois de juin est déjà bien entamé. Et les retrouvailles de samedi semblent surtout être un avertissement qui ne manquera pas d'inquiéter sérieusement le gouvernement : à la rentrée, juste avant les législatives, il faudra compter avec des syndicats bien décidés à vérifier que l'union fait la force.

MICHELE BACKMANN

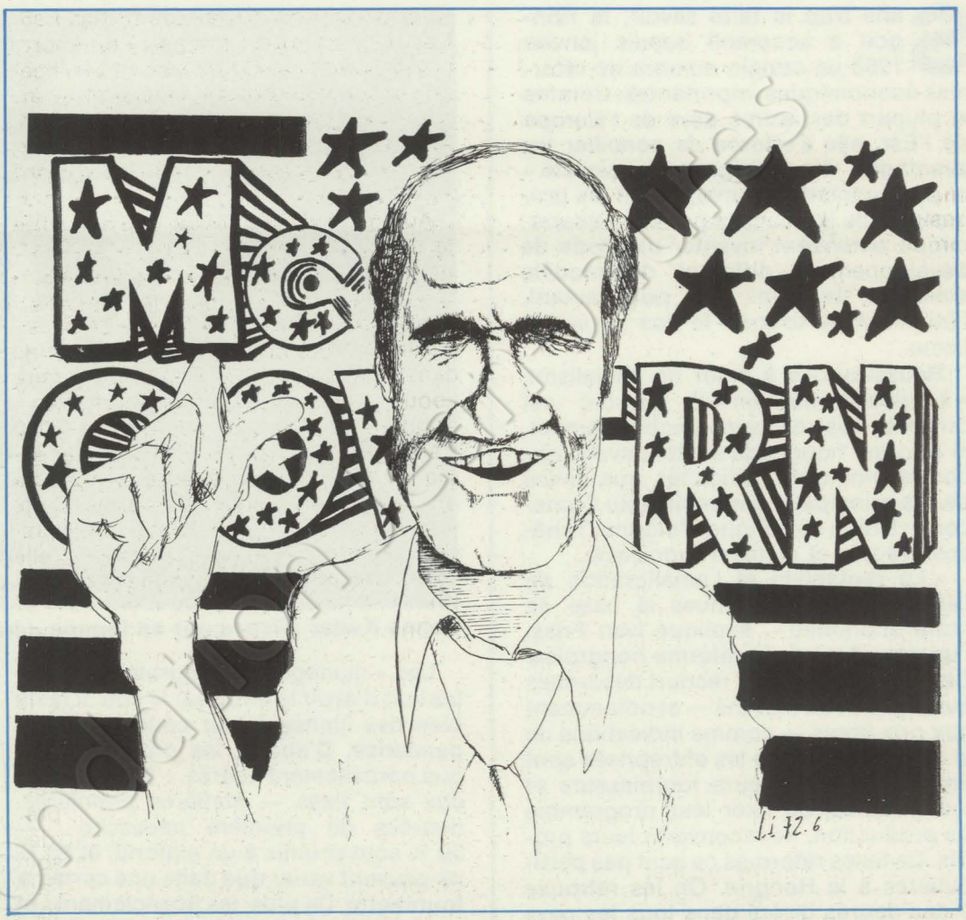
STATION SECURITE
Steier Pneus
213-219 avenue Jean-Lolive
93-PANTIN
844.36.80
96 point S
PNEUMATIQUES (°10.000 Kms)
EQUILIBRAGE - MONTAGE
FREINS-AMORTISSEURS-PHARES-
GEOMETRIE - PARALLELISME
CLE MINUTE - ACCUS
MEILLEUR ACCUEIL... REMISE DE 10 A 15 %
A TOUS LES LECTEURS DE « L'UNITE »

C. BERINGUIER
A. BOUDOU
G. JALABERT
Toulouse-Midi Pyrénées : La transition
Stock
COLL. "VILLES CLES"
"Sera âprement discuté" LA DEPECHE DU MIDI
"Très bien documenté" L'EXPRESS
"Livre exemplaire qu'il faut lire attentivement" LA CROIX
"Permet d'aborder sérieusement - le fait est rare - les questions régionales" L'UNITE
"Des approches originales" LE NOUVEL OBSERVATEUR
"Passionnera les Toulousains" COMBAT
Contient un sondage "Sofres" qui sera dépouillé par "La Dépêche du Midi" à la rentrée. Des lecteurs toulousains, ont déjà répondu, - pourquoi pas vous ?

Mc Govern le perspicace

« We want George ! » Venant après le verdict d'acquittement d'Angela Davis par le jury du tribunal de San-José, en Californie, le succès de George Mc Govern aux élections « primaires » démocrates du même Etat conduit à s'interroger sur ce qui bouge aux Etats-Unis. Encore faut-il prendre conscience de tout ce qui peut limiter de tels événements, pour ne pas voir dès maintenant le sénateur du Dakota à la Maison-Blanche. Un raz-de-marée ne s'est pas abattu sur les U.s.a. et Richard Nixon reste sans doute le concurrent le mieux placé dans la prochaine compétition.

Mc Govern a obtenu en Californie 45 % des suffrages, contre 40 % à Hubert Humphrey. Ce qui est important, c'est qu'on ne lui donnait aucune chance il y a encore trois mois. La lutte paraissait devoir se dérouler entre Edmund Muskie et Humphrey, avec comme arbitre possible George Wallace, qu'un attentat a mis ensuite hors de course après des succès montrant que l'électorat démocrate n'est pas partout un modèle de progressisme. La majorité relative de Mc Govern et les résultats de Wallace soulignent que la victoire prévisible d'un homme nouveau à la Convention démocrate signifie, dans l'état actuel des choses, plus un mouvement à l'intérieur du Parti démocrate que dans l'ensemble des Etats-Unis.



L'ordre des cimetières

Ce parti est, depuis Roosevelt, à la recherche d'hommes capables, par leur audace de pensée et de comportement, de remplacer le fondateur de l'Amérique moderne et de rendre au parti du New Deal et des Nations unies l'image que lui avait apporté F.D.R. La famille Kennedy offrit l'espérance, vite brisée par deux crimes toujours mystérieux. Ayant aujourd'hui à choisir entre le terne Humphrey et le représentant de l'appareil, Muskie, beaucoup d'électeurs démocrates croient avoir trouvé en Mc Govern celui qu'ils attendent.

Entré au Sénat en 1953 en tant qu'élu d'un Etat conservateur, Mc Govern a fait une carrière discrète, mais d'une grande constance, en tant qu'opposant à la guerre du Vietnam. Il se présente aujourd'hui comme le porte-parole des positions simples, la paix immédiate dans le Sud-est asiatique, le progrès économique et social par l'abandon des dépenses militaires ou spatiales, l'égalité des droits.

Autant de thèmes sur lesquels une fraction de l'opinion américaine se retrouve. Dans la jeunesse, dans la population noire, chez les « intellectuels » et, d'une façon générale, dans tous les milieux qualifiés plus ou moins généreusement de progressistes, le sénateur Mc Govern rencontre un écho favorable. Et il apparaît de mieux en mieux que la base démocrate, mal remise de l'expérience Johnson, a besoin d'un souffle d'air frais qu'elle obtiendra en gauchissant la politique du parti.

La sincérité de Mc Govern n'est pas en cause. Ce politicien chevronné connaît les ficelles de ce qui est aux Etats-Unis plus qu'ailleurs un métier. Mais la faiblesse de la marge qu'il s'accorde par son attitude et ses choix est le gage de sa bonne foi. D'autres chemins lui auraient ouvert plus facilement, tôt ou tard, les portes de la magistrature suprême. En réalité, il est peut-être l'analyste le plus perspicace de la crise américaine, pour avoir compris qu'il faut dire tout haut ce que pense une minorité, parce que cette minorité est l'avenir américain.

Sortis, au nom de la défense de la liberté, des délices de l'isolement, les Etats-Unis n'ont été ni plus ni moins impérialistes que toutes les autres nations portées par l'Histoire au premier plan. Le plus difficile n'est pas d'acquérir la puissance, mais d'y conserver alors l'équilibre et la mesure. Le paradoxe tient certainement au fait que les audaces de Mc Govern représentent la façon d'agir la plus raisonnable pour les U.s.a. Tel est le risque principal d'un pari qui sera suivi avec passion et sympathie par toutes les forces soucieuses, dans le monde, d'un ordre qui ne soit ni celui des prisons ni celui des cimetières.

CLAUDE FUZIER

Les managers silencieux

Sans trop le faire savoir, la Hongrie a accompli depuis janvier 1968 un certain nombre de réformes économiques importantes. Comme la plupart des autres pays de l'Europe de l'Est, elle s'efforce de concilier les avantages du « dirigisme socialiste » et de l'économie de marché. Si les promoteurs de la nouvelle politique économique entendent inventer un mode de développement différent du modèle stalinien, ils n'ont pas, pour autant, l'intention de tourner le dos au socialisme.

Réussiront-ils à créer un socialisme « à visage humain » ? Le fait est qu'après quatre ans de fonctionnement, la réforme hongroise semble avoir rencontré moins de difficultés que celles de ses principaux partenaires du Comecon : Union soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie et même Yougoslavie.

« La rentabilité et l'amélioration de l'efficacité sont devenues la base de notre économie », explique Ivan Friss, l'un des pères de la réforme hongroise. Cela signifie que l'on recourt désormais aux signaux du marché — et notamment aux prix libres — comme indications de la demande. Et que les entreprises sont libres de choisir leurs fournisseurs et leurs clients, de fixer leur programme de production, de reconvertir leurs profits. De telles réformes ne sont pas particulières à la Hongrie. On les retrouve à des degrés divers dans tous les pays de l'Europe de l'Est.

Prix en semi-liberté

La grande particularité du N.m.e. (Nouveau mécanisme économique) hongrois, c'est que les entreprises ne reçoivent plus d'instructions officielles de l'administration. Les indices planifiés ont été abandonnés. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de Plan central à Budapest. Seulement, celui-ci n'est pas décomposé en sous-objectifs au niveau des entreprises. Les promoteurs de la réforme ont estimé qu'il n'est pas possible de déduire, à partir des directives nationales, des directives particulières à chaque entreprise. Explication : le ministère de tutelle — ils sont même généralement plusieurs — connaît mal le contexte propre aux différentes firmes. En fait, c'est le directeur qui est le mieux placé pour évaluer les performances possibles de son usine.



Janos Kadar décoré,par sa femme,« héros du Travail socialiste. »

Les « managers » hongrois sont certes loin d'avoir la bride sur le cou. Il reste bien des limites à leur complète indépendance. D'abord, les prix n'ont été que partiellement libérés : 15 % d'entre eux sont fixes — matières premières, denrées de première nécessité... — 30 % sont soumis à un plafond, et 25 % ne peuvent varier que dans une certaine fourchette. De plus, les licenciements et les fermetures d'entreprises déficitaires sont rares. On les subventionne toujours.

Malgré tout, les résultats sont là. L'année dernière, le revenu national a augmenté de plus de 6 %. Les gains de la productivité ont été considérables : de l'ordre de 15 %. L'augmentation du niveau de vie a dépassé les 5 %. De plus, la hausse des prix a été fort modeste : + 2 % par an depuis 1968. « Le plus remarquable, ajoute Friss, c'est que les résultats des entreprises sont actuellement plus proches des prévisions du Plan que pendant la période qui a précédé la réforme. »

Droit de veto

Bien entendu, il existe encore un certain nombre de points noirs. Le commerce extérieur, en particulier, reste largement déficitaire. Les investissements sont quelquefois mal répartis. Trop importants dans certains secteurs, ils font cruellement défaut dans d'autres. Cependant, les dirigeants magyars sont satisfaits. Ils pensent que, d'ici deux ou trois ans, c'est-à-dire à la fin de la période actuelle de transition, le N.m.e. permettra de vaincre ces difficultés.

Un seul point d'interrogation, mais important : l'attitude des syndicats. Il existe là-bas une participation réelle des travailleurs à la vie de l'entreprise. Ceux-ci ont obtenu récemment un droit de veto sur toutes les questions concernant la répartition des salaires et les conditions de travail. Pour des décisions de stratégie économique de la firme, ils sont obligatoirement consultés. Nul doute que, si la réforme économique se traduit par une aggravation de l'inégalité des salaires ou des conditions de travail, on risque des tensions sociales.

Dans ces conditions, la planification souple à la hongroise ne risque-t-elle pas de nuire aux objectifs du socialisme ? Un certain nombre de régulateurs économiques sont prévus. Ils ont déjà été modifiés plusieurs fois, afin d'orienter l'activité économique dans le sens souhaitable.

Janos Kadar et les Hongrois ont entrepris de bâtir un socialisme doublement efficace. Y parviendront-ils ? Ceux-ci admettent qu'il est encore trop tôt pour répondre. Mais ils estiment que les progrès accomplis dans cette voie depuis quatre ans sont encourageants.

CLAUDE VINTOUX

Nous sommes tous des Japonais

Avec les vacances, la plupart d'entre nous vont se transformer en Japonais. Tout au moins en ce qui concerne l'appareil photo. Déjà, 60 % des ménages français en possèdent un. Et le taux d'accroissement annuel est de 13 %. Ouvriers, employés, cadres, P.d.g., contestataires — pas les P.d.g., les autres — ou conservateurs, la majorité des Français font de la photo. Sans trop savoir pourquoi. Des motivations à désespérer les sociologues. La photo, « un hobby » ?

Sans doute, mais cela n'explique rien. Un délassement ? Peut-être. Un divertissement ? Pour quelques-uns, sans doute. Mais, pour la majorité, tout juste un divertissement dans un divertissement. Une manière de développer sa personnalité ? Possible, mais pour les mordus, les enragés, ceux qui ont des objectifs interchangeables à la place des yeux. Reste, pour expliquer le phénomène, le snobisme, l'obéissance aux rites sociaux : et je te photographie les noces et les banquets, les baptêmes et la quille ; la négation du temps, de sa fuite et de la dépossession qu'elle entraîne : voici la photo-refuge, bébé à trois mois, un an, deux ans, bébé gentil, obéissant, sans problème. Il y a aussi la photo ostentatoire, Madame sur une tortue aux îles Galapagos, la photo-j'y étais, la prise de possession du monde par l'image.

Sa propre image

Pour les marchands, la clientèle se classe en quatre catégories : le tout-venant, le presqu'amateur, le « leicaïste », le contestataire.

Le tout-venant : c'est le petit budget, le moins de 400 F. Pour lui — ou elle — la photo, c'est la famille, la maison — ou la tente — des vacances. C'est une photo « portefeuille » format imposé, 9 x 12, tirée sur papier couleur. Le tout-venant ne s'intéresse pas à la technique. Il lui faut un appareil simple, sans difficulté de mise au point. Pas de problème de cadrage, pas de choix compliqué de sujets. Dans les symboles qu'il fixe sur papier, c'est lui qu'il recherche, sa propre image. Ou ses biens. Ou sa famille. De toute manière, tout ce qui est sa « propriété ».

Le presqu'amateur est d'une autre espèce. Socialement parlant, tout d'abord. Son budget « matériel » va de 1 000 à 3 000 F. Pour ce prix il veut des gadgets — il achètera japonais. S'intéressera à la « technique », sélectionnera ses sujets. Fera presque de la mise en scène, de la couleur, mais en diapositives qu'il projettera l'hiver à ses amis, montant un récit, celui de ses aventures, son tour du Péloponèse en quatre jours, le tout accompagné au magnétophone de bruit de vagues ou d'une musique de Théodorakis. S'il a suffisamment de moyens, il est mûr pour la caméra, et sa femme ou ses enfants hériteront de son appareil.

Le « leicaïste » est l'homme d'une société (presque) secrète. Il rêve de Cartier-Bresson, ne fait qu'en noir et blanc, passe des heures à flâner en quête d'une image. Son épouse et ses gosses ne sont plus dignes d'intérêt. Femmes, vieillards, travailleurs de Bourg-en-Bresse ou de Paimpol, voilà ses sujets. Il finira souvent, prisonnier de sa technique, par produire cent fois la même photo. Tout le monde n'a pas l'œil et la sensibilité de Cartier-Bresson...

Le photographe contestataire est jeune. La technique n'a plus d'importance. Mieux, il va espérer l'erreur qui permettra le miracle. Sans le vouloir, il sera acide, amer, parfois drôle. Le « grand angle » lui permettra de déformer la réalité. Gros grain, grimaces, mouvement de la main, tout est permis. Et, 150 ans ce mois-ci après la naissance de l'inventeur de la photographie, Nicéphore Niepce, sa technique tente de retrouver, par un étrange détour, l'art qu'elle avait cru tuer, la peinture.

GUY PERRIMOND

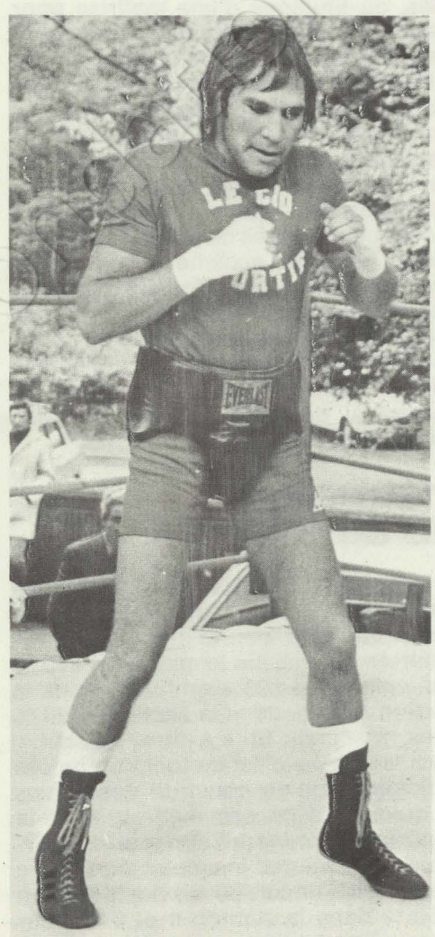
La boxe a perdu ses naïfs

« J'ai vengé Jeanne d'Arc ». C'était en 1959. Alphonse Halimi descendait du ring où il était devenu champion du monde des poids coq.

Ce samedi, au stade Yves-Dumanoir à Colombes, en montant sur le ring pour rencontrer le champion du monde Carlos Monzon, Jean-Claude Bouttier aura d'autres pensées. Ce boxeur racé, qui a toujours su éviter les coups et n'a connu qu'une fois le k.o., n'a pas cette foi naïve. Il connaît les lois de la boxe. Pour gagner, il faut cogner salement, encaisser bien et le moins possible. Ce qui ne gâte rien, Bouttier n'est pas un imbécile, ni une brute épaisse, on peut lui laisser un micro sans l'aide d'un m'sieur Ramirez.

Aujourd'hui, le temps des naïfs et des Douanier Rousseau de la boxe est bien fini. Le muscle brut ne suffit plus. Réussir dans la boxe suppose du vrai professionnel un régime draconien pour atteindre son poids, le footing quotidien jusqu'à la limite de sa résistance et des séances d'entraînement forcenées dans les salles de la côte ouest des U.s.a., comme l'a fait Bouttier.

Monzon ou Bouttier ? Au soir du 17 juin, l'un des deux se souviendra de cette loi éternelle de la boxe : « Plus dure sera la chute ».



Jean-Claude Bouttier.

Les dangers de l'écrémeuse

Pauline a douze ans. Le sourcil en accent circonflexe et des jambes grosses comme le bras. Mèche aguicheuse et moue boudeuse. Douze ans tout ronds, dont six à l'école — « celle du coin de la rue, là-bas, toute petite, avec des dessins aux fenêtres... »

Demain, pour elle, ce sont les vacances. Kodachrome et cartes postales. Blondes sur fond bleu, ciel ou mer, peu importe. Des vacances fourre-tout : celles des grands-mères attendries. Celles où l'on abandonne le château de sable pour les balades en mer, et la poupée pour le cinéma. Celles de l'entrée en sixième. Celles des souvenirs. Les meilleurs.

Ou la cavale

« En septembre, j'irai au grand lycée. Je prendrai le bus avec mon frère », dit Pauline. Un rêve, ce monde des « grands », presque le monde adulte. Entrer en sixième, c'est apprendre l'anglais et « des tas d'autres choses ». Et, tout à coup, n'être plus l'aînée d'une école, mais la petite d'un Eden mystérieux. On ne lui a pas dit qu'elle devra apprendre à être un numéro parmi deux ou trois mille autres, à pointer, à porter une blouse. A s'adapter, d'une heure sur l'autre, à trois, quatre ou cinq professeurs, à passer sans sourciller de l'Histoire aux maths, de l'anglais au français, et digérer le mieux possible. Elle apprendra aussi à acheter son matériel, ses livres, à transporter un « sac » — pas un « cartable » — plus lourd que le cabas de la plus optimiste mère de famille. A remplir de multiples fiches et à inscrire sans fausse pudeur, outre ses propres goûts, les noms de ses parents, leur situation de famille, une profession, une adresse. Et à rendre des comptes.

« A son entrée en sixième, l'enfant ressent un choc psychologique qu'on néglige trop souvent », dit un éducateur. Et Pauline, versée brutalement d'un milieu quasi familial, ou simplement humain, à la cour souvent sinistre de lycées gigantesques, y est mal préparée.

Ces jours-ci, une commission « d'admission dans le 1er cycle » a délibéré sur son cas. Des enseignants, des chefs d'établissement ont hésité, tergiversé, puis tranché : admise en section II. Pauline n'en sait rien. Pourtant, cette sentence : « Section II ! », l'engage pour toute sa vie. Comme elle, cette année, entre le 15 mai et le 15 juin, 800 000 à 900 000 enfants ont été répartis autoritairement entre trois filières : section I, II et III. Un choix qui pèsera lourd : les trois sigles désignent des sixièmes bien précises, avec leurs maîtres, leur programme, leurs cycles d'enseignement et, à la limite, leurs débouchés dans la vie active.

A-t-on le droit de « pré-orienter » un gosse, de l'engager définitivement dans une voie alors que les psychologues affirment qu'on ne peut préjuger l'avenir d'un enfant de cet âge ? Jean Simon, responsable à la Fédération de l'Education nationale (Fen), répond : « Il est impossible de distinguer les dons naturels de l'influence du milieu social, en particulier de la famille. » On ne peut prédire avec certitude, au vu d'un dossier d'enseignement primaire, l'évolution d'un enfant dans le secondaire.

Ces filières sont, sans qu'on le dise, hiérarchisées. Leurs enseignants sont formés et payés différemment : des certifiés, ou titulaires d'une maîtrise pour le couloir I. Des professeurs d'enseignement général de collège pour le couloir II. Des instituteurs pour le couloir III. Les programmes sont équivalents pour les deux premiers, mais on ne fait pas d'anglais, par exemple, dans le troisième. Et, très schématiquement, on peut dire que les élèves de sixième I sont de futurs cadres ou membres de professions libérales ; ceux de sixième II, de futurs employés du secteur tertiaire ; et ceux de sixième III, des « manuels » : s'ils ont de la chance, ils entreront dans un collège technique ou quitteront précocement l'école pour la terre, ou pour le commerce de leurs parents. Ou bien pour la cavale.

Instrument de sélection

La création de ces filières — elles datent de 1959 — est d'autant plus dangereuse que leur pourcentage a été arbitrairement fixé par le ministère : 40 % des enfants seront « ventilés » dans la section I, 40 % dans la section II, 20 % dans la section III. « A titre indicatif », il est vrai. Mais c'est en fonction de ces indications qu'on construit des écoles et qu'on recrute des maîtres, dont le nombre déterminera à son tour la répartition des enfants. Imagine-t-on qu'une commission décide 50 % pour la section I, 50 % dans la section II et 0 % pour la troisième ? L'inspecteur d'Académie, qui préside la commission, ne manquera pas de suggérer : « Vous êtes bien sûrs que... ? Et que fera-t-on des classes sans effectifs, et des maîtres sans élèves ? »

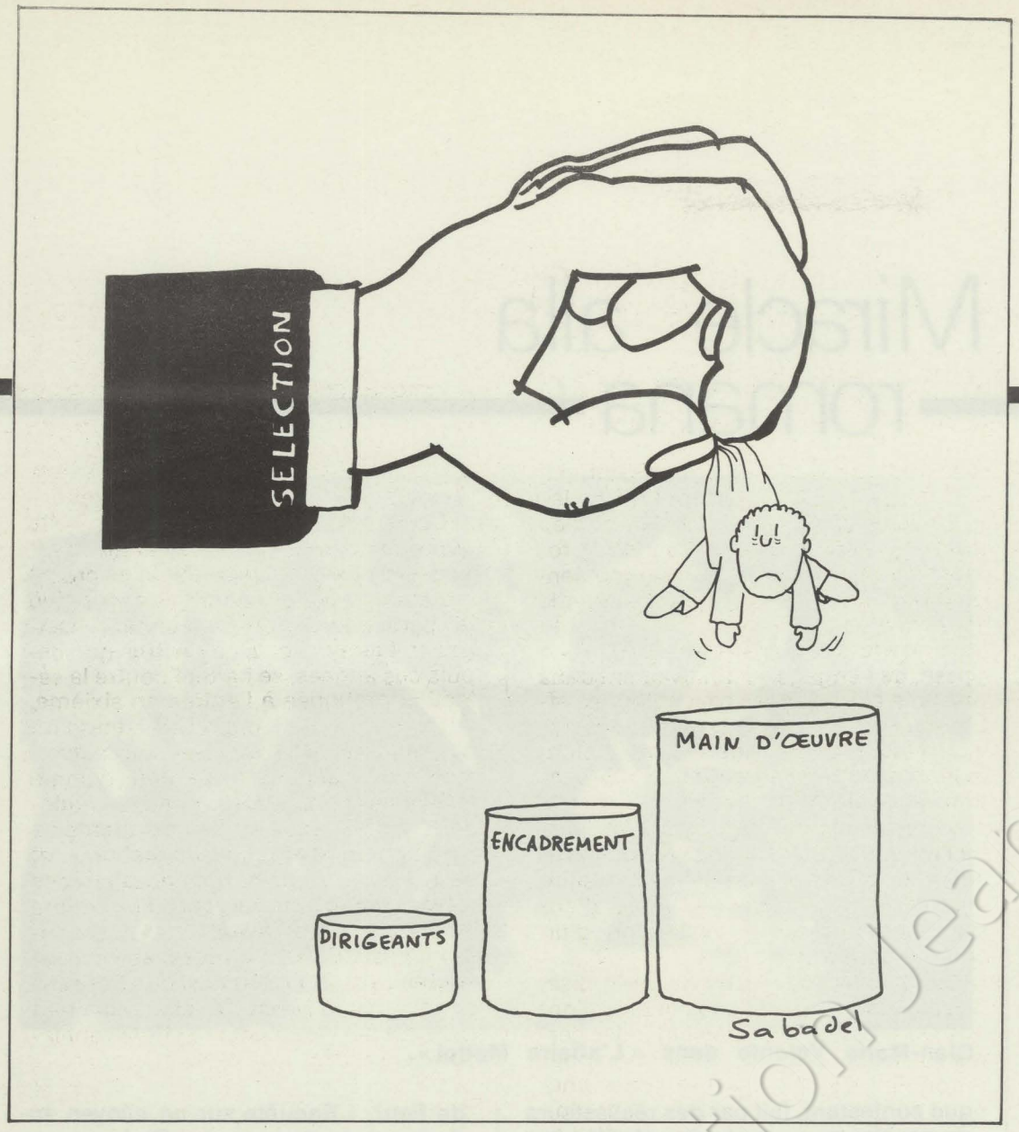
Cette ventilation était, jusqu'à cette année, laissée aux soins de l'administration. L'arrêté du 10 mars 1972, en créant les commissions d'admission, a prévu la participation du personnel enseignant. Les syndicats de maîtres qui, depuis des années, se battent contre la sélection pratiquée à l'entrée en sixième, acceptent de délibérer sur l'admission des enfants dans la classe supérieure. Mais s'en tiennent là. La Fen, comme le Syndicat général de l'Education nationale, ont demandé à leurs adhérents de ne pas participer à la « ventilation », et de refuser d'examiner les dossiers des élèves boursiers passant d'un cours moyen privé à un établissement secondaire privé. Ce mot d'ordre, activement soutenu par la Fédération des Conseils de parents d'élèves, a été largement suivi. Ce qui n'empêchera pas la ventilation. L'administration s'en chargera...

« Nous nous opposons, dit-on à la Fen, à l'utilisation des personnels de

Les douze cent mille familles en flèche

Les douze cent mille familles n'ont pas fini de faire parler d'elles. Les douze cent mille familles, c'est-à-dire la Fédération des Conseils de parents d'élèves des écoles publiques, plus connue sous le nom de Fédération Cornec, du nom de son président, relancent l'action, comme l'a décidé leur récent congrès de Bordeaux.

« C'est un congrès marqué par beaucoup de rigueur et par un engagement très net, précise pour « l'Unité » le secrétaire général, Louis Desbordes. Ce n'est pas nouveau. La Fédération dite Cornec a ceci de particulier qu'elle a toujours considéré son rôle sous les angles suivants : c'est une organisation de défense des intérêts des parents et des enfants, mais c'est aussi une organisation qui combat pour la promotion de l'Ecole et de l'Université ; ce qui l'amène à jouer le rôle d'un organisme de recherche et de réflexion, de culture populaire, mais aussi à se comporter comme un groupe de contestation et de pression. Un groupe qui, après ou pendant la contestation, est aussi un organisme de proposition. C'est tout cela qu'elle a toujours fait,



l'Education nationale comme caution et comme instrument de dispositions qui visent à aggraver une politique de sélection scolaire, de ségrégation sociale et de mise en cause de l'enseignement public au profit des enseignements privés. » La Fen propose un tronc commun d'enseignement, jusqu'en quatrième au moins : « Alors, des options pourront être prises, de façon modeste. »

Pauline, les statistiques en témoignent, a quelque chance de passer de la filière 2 à la filière 3. Elle n'aura pratiquement pas — 2 % à 3 % — celle de passer de la filière 2 à la filière 1. Cette étanchéité est grave : « Les têtes de classe sont inévitablement les enfants issus de milieux cultivés », dit un instituteur. Même si ce n'est pas toujours vrai à 100 % dans certaines classes primaires, l'évolution d'un enfant ne s'arrête pas là. Canaliser ses possibilités à onze ou douze ans, c'est peut-être lui gâcher ses meilleurs atouts.

JACQUELINE REMY

à Bordeaux et avant Bordeaux, mais en restant dans son domaine, même si elle est conduite à des positions de caractère politique.

Car on ne règlera certains problèmes que si on les affronte dans leur dimension politique, étant bien entendu que le mot politique n'est pas pris ici dans son sens électoraliste. La Fédération est contrainte à une telle attitude : le travail fait depuis dix ans pour convaincre ceux qui ont le pouvoir de décision ne s'est traduit ni par des faits ni par des mesures. Il est donc indispensable d'obtenir un changement de politique de l'éducation, la mise en œuvre d'une autre politique. »

Ayant rappelé les quatre principes essentiels de la Fédération — indépendance, respect de la démocratie, exercice par la Fédération de sa propre responsabilité, recherche de l'unité entre tous ceux qui partagent le même idéal d'une politique de l'Education — Louis Desbordes ajoute : « Comment tous ces principes vont-ils se traduire sur le plan pratique ? Par des actions : la Fédération a décidé de faire de l'année prochaine une année de luttes diverses.

En premier lieu, nos responsables vont d'abord s'attacher à l'application des décisions du récent colloque du Comité national d'action laïque. Nous sommes, vous le savez, l'une des cinq organisations constituantes du Cnal, dont la présidence est assurée par notre propre président Jean Cornec. Les manifestations auront lieu dans les départements et les régions, couronnées par une manifestation nationale à Paris, au cours du premier trimestre.

En second lieu, nous allons publier un Livre blanc qui sera discuté et diffusé dans nos quatorze à quinze mille Conseils de base. Il sera soumis à tous les candidats aux élections législatives. Nos militants leur demanderont ce qu'ils ont fait et ce qu'ils comptent faire dans notre domaine. Comme le dit Jean Cornec, en publiant et en diffusant le Livre blanc, « nous agissons aussi en société d'éducation civique, car il est légitime, je pense, de vouloir que les problèmes de l'Education nationale, si importants pour l'avenir, soient au cœur de la campagne électorale ».

Enfin, nous agirons sur des terrains plus spécifiques. Notamment les retards scolaires, sujet angoissant sur lequel un rapport a déjà été préparé et discuté ; un colloque national réunira parents, enseignants, psychologues, médecins, tous ceux qui peuvent être concernés. Nous nous préoccuperons aussi de l'organisation de l'année scolaire ; disons tout de suite que nous sommes d'accord pour le congé du mercredi, contre la disparition des classes le samedi ; mais ce problème ne peut se résoudre que dans une réorganisation globale du temps d'étude et de loisir de l'enfant.

En conclusion, la Fédération Cornec est comme l'Ecole laïque : elle est ouverte à tous, et précisément parce qu'elle est indépendante de tous. Chacun y a sa place, chacun peut s'y faire entendre, s'y engager. C'est ce qui fait sa représentativité et sa puissance. Elle a choisi le dynamisme associé au travail de réflexion et de mûrissement. Elle est convaincue que les parents ont leur mot à dire à propos de la scolarité de leurs enfants et de leur préparation à la vie.

Elle est résolument disposée à jouer la participation, bien que les modalités actuelles ne soient pas satisfaisantes. Partout où il sera possible de se faire entendre, elle sera là pour plaider ses dossiers, essayer de former les parents, les conduire à l'engagement pour un système scolaire de progrès. C'est une organisation tournée vers l'avenir. »

Propos recueillis par
DANIEL MITRANI

Miracle alla romana

Curieuse aventure que celle du cinéma italien : l'étonnante floraison de talents que nous avait révélés l'immédiate après-guerre avait produit une série d'œuvres puissantes, directes et vraies, abusivement rassemblées sous l'étiquette « néo-réalisme ». Mais qui étaient surtout un cinéma populaire, au meilleur sens du terme, exprimant dans une forme accessible et de grande qualité la vie et les préoccupations réelles de millions d'hommes. Tout juste ce que redécouvre, depuis quelques années, une nouvelle génération de réalisateurs italiens, qui font désormais du cinéma transalpin le plus important d'Europe.

Le réconfortant, c'est que cettte veine authentiquement populaire ne se soit pas perdue au long de la morte saison intermédiaire. Un art — comment ne pas souligner ainsi l'actuelle asphyxie du brillant cinéma tchécoslovaque ? — reflète toujours une situation politico-sociale : passés les espoirs de l'après-guerre — et hormis la période initiale de « l'ouverture à gauche » — la restauration accélérée, en Italie, du capitalisme et de la toute-puissance de l'argent firent subir à ce cinéma sa traversée du désert. Phénomène que, plus d'une fois, nous avons bien connu en France...

A côté de la production italienne de consommation courante — les films à peplums, les spaghetti-westerns, dans le meilleur des cas les comédies plus ou moins satiriques — continuait, sans rien entre les deux, à s'élaborer l'œuvre des grands aristocrates du cinéma transalpin : Fellini, Visconti, Antonioni... Œuvre admirable, mais souvent hermétique, et presque toujours coupée de la vie. C'est d'ailleurs le prolongement de cette trajectoire qui vient d'amener sur nos écrans « Fellini-Roma », fascinant « Satiricon » modernisé, qui nous parle, finalement, moins de la Rome 1972 que de la Rome d'avant-guerre, ou même de l'Antiquité. Et moins de Rome que de Federico Fellini, de ses rires, de ses nostalgies et de ses angoisses à lui, Fellini.

L'usine, l'asile

Ceux-là exceptés, qui poursuivent leur marche solitaire aux lisières de l'esthétisme, les écrans italiens sont balayés depuis quelques années par un raz-de-marée qui peut se définir ainsi : un cinéma critique, non pas tant militant que politique, non pas tant contestataire que contestant, fait par des réalisateurs de gauche aux aguets des réalités italiennes — le « Mai rampant », la condition ouvrière, les luttes syndicales de 1970, le rôle de la police et de la Justice... Un cinéma qui, pour en parler, ne s'enferme pas dans l'hermétisme de Straub ou l'autodestruction à la Godard, mais a souci, comme on dit, d'« atteindre les masses ». Et, miracle, y réussit.



Gian-Maria Volonte dans « L'affaire Mattei ».

« La classe ouvrière va au paradis » est du nombre. C'est un peu celle du Charlot des « Temps modernes » revue par Elio Petri, que l'histoire expressionniste de ce stakhanoviste italien — Gian-Maria Volonte — dévoré par la consommation et par les cadences, au point de perdre un doigt dans sa machine. C'est surtout, à ce moment du film, le récit du destin d'un homme qui se dégage peu à peu de la « non-conscience de classe ». Mais qui ne peut choisir entre les gauchistes des portes de l'usine et les responsables syndicaux, auxquels il réclame tour à tour, en vain, d'être considéré comme individu et non pas en symbole abstrait de l'esclavagisme moderne. Nouveau déchirement, qui le mène droit à l'asile.

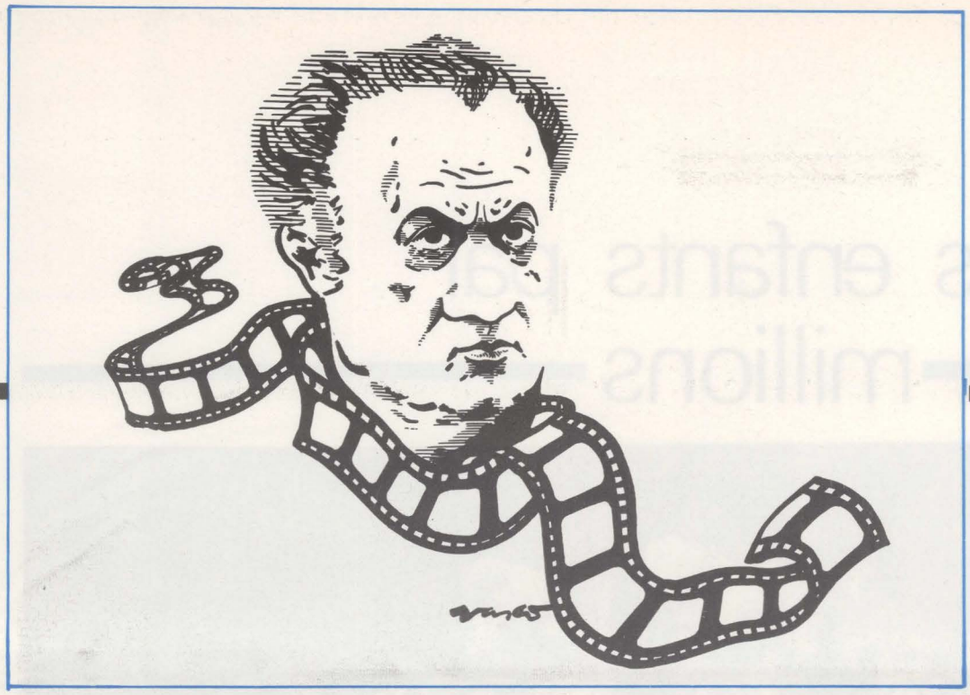
On aura compris que Petri se refuse à prouver C.q.f.d. quoi que ce soit et à fournir des solutions. C'est un choix respectable. Mais sa démarche, tout au long de la seconde partie du film au moins, est lourde d'équivoques que le choix d'un tel sujet rend particulièrement graves — et les équivoques, déjà, ôtaient de son poids au précédent film de Petri, « Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon ». De façon certes très différente de Fellini, Petri aurait-il finalement, lui aussi, réalisé un film à la première personne, et travesti sous un bleu d'ouvrier ses propres contradictions d'artiste et d'intellectuel ?

Analyse plus que récit

Que ce film ait pu, à Cannes, ravir la moitié de la palme d'or à « L'affaire Mattei » n'étonnera que ceux qui croient à la valeur de ces distributions de prix festivalières. Car le film de Francesco Rosi le domine de cent coudées.

« L'affaire Mattei », au premier abord, c'est l'histoire d'un personnage hors série, ô combien : Enrico Mattei, fils de carabinier, chef de maquis devenu commissaire économique et luttant contre l'abandon d'une société d'Etat au secteur privé. Cette société à partir de quoi il va créer l'Eni — vous savez, le dragon noir à six pattes crachant des flammes dans chaque station-service italienne — carrément nationaliser la vallée du Pô et « inventer », pour une bonne part, l'industrialisation de son pays. Mattei, personnage central de la politique italienne, empereur du pétrole et grand serviteur de l'Etat, le seul à taper du poing aussi bien face aux Américains, dont il cassera les prix, que face aux féodalités péninsulaires.

Ce n'est là, pourtant, qu'un des élé-



ments du film. Car ce personnage extraordinaire a une mort extraordinaire : son avion explose avant l'atterrissage, près de Milan, en 1962. Dans des circonstances trop troublantes pour qu'on ne conclue pas — malgré le black-out officiel — à l'attentat. Perpétré par qui : Américains, agent français manipulé, Main rouge, Mafia ? Rosi donne les pièces d'un puzzle, mais volontairement, ne conclut pas à notre place.

D'autres se seraient arrêtés là. Rosi a dépassé tout cela. Pour mener, dix ans après les faits, sa propre enquête et — c'est la troisième composante, capitale, de son œuvre — nous la raconter, en livrant tous les témoignages en direct, toutes les pièces du dossier qu'il a recueillies. Au-delà d'une vie et d'une mort, c'est l'analyse d'une réalité politique précise qui l'a le plus intéressé. Tout comme l'enquête de Rosi est un cours appliqué de journalisme, son étude constitue une leçon d'analyse historique, même si elle n'est guère marxiste — « Ce ne sont pas, dit-il, seulement les masses qui font l'Histoire, mais les leaders ».

Elle dominait déjà un précédent chef-d'œuvre de Rosi, « Salvatore Giuliano », qui plaçait sous le microscope un autre étonnant personnage, le bandit manipulé par la Mafia et par le Pouvoir politique, dans son contexte sicilien. Un quadruple refus de Rosi — refus du lyrisme, de la psychologie, du romanesque, et même de cette simple « sympathie » avec les personnages qui marquait encore son « Main basse sur la ville » — caractérise « L'affaire Mattei ».

Gros sabots

Visiblement, cela n'a pas été facile, s'agissant de prendre un maximum de recul par rapport à ce monstrueux héros — et la performance d'interprétation de Volonte, encore lui, n'en est que plus fantastique. Est-il bon, est-il méchant, Mattei ? Ambigu, répond le film : généreux et impitoyable, démocrate et autocrate, dévoré de volonté de puissance et tout dévoué à l'Etat, solitaire à l'excès dans sa lutte pour la collectivité, nationaliste et ami du Tiers Monde, homme d'affaires et progressiste à sa façon...

Cette « distance » critique donne plus de force encore à l'œuvre. Notamment grâce au montage « éclaté » qui mêle constamment, sans un seul plan inutile, les trois éléments — l'histoire de Mattei, l'attentat de 1962, les investigations de Rosi en 1972. Grâce aussi au procédé du « film dans le film », qui présente Rosi travaillant à son enquête. Techniques nullement nouvelles, elles, mais qui collent parfaitement aux intentions du réalisateur.

Il y a bien des façons d'aborder certains thèmes, par exemple avec les gros sabots de la propagande ou de la réthorique. Il y a aussi la manière dont « L'affaire Mattei » nous parle des questions d'aujourd'hui — le rôle de l'Etat et l'étendue de ses compétences, les rapports avec le Tiers Monde, l'indépendance économique... — même à travers une histoire d'hier. Le cinéma politique atteint avec Rosi sa plus haute expression. Et si c'était, de surcroît, la plus efficace ?

SERGE RICHARD

Télévision: au risque de vous plaire

Emission de la semaine : « Une seule Terre », réalisation multinationale sur l'environnement (mardi 20 juin, 20 h 30, ch. 1), à l'occasion de la Conférence des Nations unies à Stockholm.

VENDREDI 16 JUIN

La 1ère partie de « Figaro-ci, Figaro-là », une superproduction sur la vie de Beaumarchais (20 h 30, ch. 1).

« La Justice », à l'émission L'heure de vérité (21 h 30, ch. 2).

Les rapports franco-soviétiques, dans la série Label France (22 h, ch. 1).

SAMEDI 17

Dossier-souvenir : Louis Néel, le physicien grenoblois, prix Nobel 1970 (18 h 10, ch. 2).

« Figaro-ci-Figaro-là », 2e partie (20 h 30, ch. 1).

Troisième épisode de Mandrin (21 h 30 , ch. 2).

Show Jerry Lewis (22 h 10, ch. 1).

DIMANCHE 18

Football : finale de la Coupe d'Europe des nations (15 h 55, ch. 1).

Au Théâtre de la jeunesse, 1ère partie de « La fille du capitaine », d'après Pouchkine (18 h 15, ch. 1).

« Viva l'Italia », le film de Rossellini sur l'épopée garibaldienne, à l'émission Ciné-club (22 h 40, ch. 2).

LUNDI 19

Les Incorruptibles (20 h 30, ch. 1).

« Médecine et informatique », de Barrère et Lalou (21 h 25, ch. 1).

Knapp et Bringuier signent « Après la pluie, le beau temps » : étude et variations sur la météorologie (21 h 55, ch. 2).

Basket : match Europe - U.s.a. (22 h 30, ch. 1).

Une nouvelle série : « Les amis d'Albert Camus », avec Mohamed Dib, Roger Grenier, Jean-Louis Barrault... (tous les jours, à 13 h 30, France-Culture).

Auguste Le Breton écrivain - reporter en Amérique du Sud, dans un nouveau magazine littéraire « ouvrant » l'émission Carré bleu (13 h 30, Europe I).

MARDI 20

Une bonne comédie de Nicholas Ray, « L'ardente gitane » (15 h 10, ch. 2).

MERCREDI 21

Aux Dossiers de l'écran : « L'affaire du train postal Glasgow-Londres » (20 h 30, ch. 2).

JEUDI 22

« Vingt-quatre heures de trop », une réalisation de la Télévision canadienne (20 h 30, ch. 1).

Des enfants par millions

En 1969, Jean Vilar invita en Avignon trois troupes de théâtre pour les enfants : le Théâtre de la Clairière, de Jean Rebuffat et Miguel Demuynck, le Théâtre des Jeunes années, de Maurice Yendt, et le Théâtre du Soleil. Nous étions bien quelques-uns à savoir que Catherine Dasté montait aussi de tels spectacles depuis 1967. Mais, une fois encore, il a fallu que ce soit Vilar qui mette les points sur les « i » et nous fasse prendre conscience d'une réalité correspondant à un besoin : le théâtre pour la jeunesse. Qui ne doit être ni un sous-produit ni un parent pauvre du théâtre pour adultes.

Cet enfant de Vilar a considérablement grandi en quelques années. Les troupes françaises spécialisées dans ce genre de spectacles sont plus de 25 à ce jour. Nombre de Centres dramatiques ou de Maisons de la Culture ont organisé des « unités enfants ». Au prochain Festival d'Avignon, cet été, au moins dix troupes seront présentes. Reconnaissant enfin le fait, le ministère des Affaires culturelles vient de réunir une commission chargée d'étudier le problème. On peut se demander ce qui va sortir de ces parlotes... Car, en attendant, le théâtre pour les enfants, malgré ses lettres de noblesse grandissantes, vit chichement.

On peut camper la situation très simplement, comme le fait Miguel Demuynck : « La diversité du répertoire va sans cesse s'élargissant, d'une part. D'autre part, aux quelques troupes d'Avignon 1969 et à « l'ancêtre » qu'est le Centre d'art et d'essai du spectacle pour les enfants, sont venues s'ajouter des compagnies remarquables : la Compagnie Bazilier, le Théâtre de Choisy-le-Roi, le Groupe de l'Echelle, le Groupe théâtral Personna, la Compagnie de la Pomme verte, etc. Si cet accroissement est rassurant, l'ensemble des activités et représentations est loin de pouvoir répondre à tous les besoins. En vérité, il faudrait une troupe par ville, et y travaillant de façon permanente. Car il existe 10 millions de jeunes spectateurs en puissance, en France, qui devraient pouvoir assister régulièrement et gratuitement à des spectacles. »

Ministère de la Jeunesse et des Sports, ministère de l'Education nationale, ministère des Affaires culturelles : là sont les responsables, silencieux et avares. Les deux premiers se taisent et feignent l'ignorance, le troisième n'accorde que des subsides disparates et irréguliers. « Or, note Bazilier, les Affaires culturelles sous-estiment officiellement notre existence en ne créant pas une enveloppe budgétaire spécifique destinée aux créations pour la jeunesse. » Quant à l'Education nationale, c'est pire encore, comme en témoigne l'interdiction d'une pièce pour enfants, « La Planète Bleue », de Giraudon, par l'inspecteur d'Académie du Havre.



« La Planète Bleue » de Jean-Claude Giraudon.

Un acte majeur

« Il faudrait finir par admettre que faire du théâtre pour les mineurs est un acte majeur ! » ajoute Bazilier. C'est que deux choses sont en cause : l'avenir du théâtre et la démocratisation de l'accès à la culture. L'avenir du théâtre passe par la pénétration de l'école et l'aide des enseignants. L'accès du grand nombre à la culture doit se faire dès la plus jeune enfance. Et Bazilier a raison de dire que, pour cela, « le théâtre doit faire partie de la vie quotidienne des enfants... comme les jeux. » Le gouvernement actuel n'est, hélas, pas au fait de ces souhaits : plus affairé à remettre en cause les acquis des vieilles lois Ferry, il se soucie fort peu des besoins nouveaux... sauf à la veille des élections. Les compagnies de théâtre pour enfants doivent donc se débrouiller avec les moyens du bord.

Dominique Serreau, ainsi, anime les écoles de Choisy-le-Roi et y présente des spectacles : « Notre travail n'est possible que grâce aux subventions de la municipalité. » La Compagnie Bazilier est devenue troupe permanente grâce à l'aide du Théâtre Gérard-Philipe, de Saint-Denis : « José Valverde nous a « recueillis » ; il coproduit nos spectacles ; il nous prête son infrastructure. Sans cela, nous étions condamnés à disparaître. »

Le théâtre pour enfants, riche en artisans, mais pauvre en subventions, doit néanmoins satisfaire à une double exigence : donner des représentations qui soient un écho des interrogations des enfants dans leur vie de tous les jours ; faire pratiquer aux enfants, avec l'aide d'animateurs, le jeu dramatique.

Parler de moyens absents, c'est sous-entendre que l'obtention de subventions ministérielles ne suffirait pas. Il faudrait autre chose : des bâtiments de représentation, des locaux de répétition, des stages de formation pour les comédiens, l'établissement de contacts permanents avec les enfants, des liens organiques entre animateurs, créateurs, parents, enseignants et enfants.

On va reparler de tout cela, bientôt, en Avignon. Les souhaits et les inquiétudes qui y seront formulés seront-ils enfin entendus ? Dix millions d'enfants attendent une réponse.

JEAN MONTAGNARD

Toujours plus de Panthères

Il faut lire, vite lire, le « Voyage dans l'Amérique de gauche » qu'Elisabeth Vailland vient de publier chez Fayard. On y trouve un double intérêt. Un double et mélancolique intérêt.

Le premier est évidemment d'ordre politique. Quoique ce voyage date de deux ans — fait de mars à mai 1970, avec un bref retour en fin d'année — le journal qu'en a tenu la voyageuse pourrait être écrit aussi bien ces jours-ci. De mai 1970, où Richard Nixon envahit le Cambodge, à mai 1972, où il décrète le blocus du Nord-Vietnam, c'est toujours un même Nixon, et toujours la même implacable, imbécile logique d'une même outrecuidance américaine qui ne veut ni ne peut rien apprendre.

Et toujours, pour les Noirs, pour les Indiens, une même absence d'espoir. Et toujours, pour ceux, surtout les jeunes, qui y voient clair, qui n'en peuvent plus, qui ont mal à leur pays à en crier, une même nécessité d'aller de ville en ville, d'université en université, de fort en fort, pour expliquer, se faire insulter, se faire arrêter, se faire frapper. Une même nécessité aussi, pour ces derniers, de se « radicaliser », de se rapprocher de plus en plus des positions des Panthères noires et des Panthères blanches, la seule vraie différence entre 1970 et 1972 étant sans doute qu'il y a aujourd'hui beaucoup, beaucoup plus de Panthères. Pareillement, on peut être sûr qu'il y en aura encore beaucoup, beaucoup plus si les prochaines présidentielles n'imposent pas vaille que vaille la paix au Vietnam et un commencement d'évolution à l'égard des minorités ethniques. Ainsi, le meilleur d'une grande nation peut-il être progressivement réduit aux solutions du désespoir et cette nation même promise au feu et au sang.

Elisabeth Vailland était l'invitée de Jane Fonda, son amie de longue date. Elle en parle très bien, comme il faut. On est loin de l'image convenue — si commode ! — de la star descendue dans l'arène politique moitié par caprice, moitié pour soigner sa publicité. On voit tout de suite la vraie Jane, la fille simple, courageuse, jamais rebutée, la tête claire et pratique, la militante efficace parce que toujours disponible pour les dures et humbles tâches de tous les jours et parce que connaissant sur le bout des doigts une psychologie américaine si déroutante, à certains égards, pour la militante européenne qu'a été Elisabeth Vailland.

Une gauche paresseuse

Elisabeth Vailland parle également fort bien de l'Amérique d'aujourd'hui, qu'elle découvre de jour en jour, de ville en ville, à la fois éblouie et rebutée, émerveillée d'instinct, méfiante de principe. Tout au plus pourrait-on lui reprocher un penchant à réputer « fasciste » toute cette masse américaine qui n'a pas encore accédé — et pour cause ! — à la maturité politique, cette masse précisément que Jane et les siens se donnent pour tâche d'éveiller politiquement. Il y a là un évident abus de mot, d'ailleurs commun à une certaine paresse de la gauche : qualifier l'adversaire de fasciste dispense d'analyses plus fines et d'une approche plus objective, donc plus payante, des problèmes. Mais sans doute qu'entre Harlem et Alcatraz on n'échappe pas à la « radicalisation ».

Puis il y a, second sujet d'une lancinante mélancolie, poignante sourdine, le souvenir de Roger Vailland : la marque de Roger, cinq ans après sa mort, sur Elisabeth. Quelquefois, elle le dit en clair. Rarement. Comme si cela lui échappait. Ainsi, en Louisiane, le 12 mai, jour anniversaire de la mort de Roger. Mais le plus bouleversant tient en une constante — et sans doute inconsciente — identification d'elle-même à Roger. Jusqu'au regard froid. Jusqu'au parti pris, certain soir, de détachement libertin. Sans parler, bien sûr, de la fête, de la bienheureuse chaleur de la fête enfin retrouvée là-bas avec Jane, dans les cafés à G.i's.

Oui, qui a aimé Roger Vailland doit lire maintenant Elisabeth.

GEORGES CONCHON

« L'humanité en marche »

(Aux Editions Martinsart)

Tel est le titre, à la fois ample et hardi, d'une collection de 25 volumes que publient les éditions Martinsart, dont on connaît les affinités avec la Ligue française de l'Enseignement et, d'une manière plus générale, avec les milieux socialistes et de la gauche militante.

De la « Révolution française à l'Octobre russe », le profil de l'avancée émancipatrice est saisi dans tous les domaines importants de la pensée et de l'activité humaines. On ne sera pas étonné de la qualité du premier tome paru qui réunit trois grands noms : ceux de Jean Rostand (qui est aussi Président du Comité de lecture), Vercors et Michelet.

La grande marche ascendante de la Vie, Rostand la peint avec la chaleur et la rigueur admirables de son verbe ; mais il dresse aussi le constat de ses carences, de ses contradictions, de ses drames, donnant ainsi, à travers la préface du premier tome, la dimension de l'œuvre dans sa globalité.

L'essai de Vercors — saisissante épopée de deux cents pages — cherche à dégager, « de la Pierre taillée à la Lune », la signification de la grande Aventure... Maîtrise du concret, explosion des idées et des connaissances n'en finissent pas de renaître les unes des autres. Ne guident-elles pas les sursauts et la fraternité populaires jusqu'à leur terme : la justice et le bonheur pour tous ? Pour Vercors, ce bonheur porte un nom : le socialisme.

Du roman de Michelet, « Le Peuple », qui porte l'empreinte du XIXe siècle, et du lyrisme de son auteur, on serait tenté de dire : c'est une œuvre d'instinct ! C'est aussi, n'en doutons pas, œuvre d'historien, nœud de sa réflexion et de sa philosophie.

Ainsi, ce premier livre d'une collection prometteuse et qui se veut populaire est à la fois prologue et modèle. Aux frontons de nos édifices publics, les trois mots-clés de la « grande Révolution » ont quelque peu pâli. Les hommes d'aujourd'hui ont inventé un autre vocabulaire : ils parlent de « contestation » ou de « violence », ils réclament une culture qui réinventerait l'expression personnelle et la « communication », cette forme moderne de la Fraternité ! Mais c'est toujours la même quête : celle que la lecture des volumes de « L'Humanité en marche » nous réapprendra.

C.E.

L'autre Europe

Le 2 juin dernier, Georges Pompidou a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de la conférence des dix Etats appartenant au Marché commun si cette conférence ne devait pas aboutir à des résultats concrets. Prévu pour octobre à Paris, ce sommet européen passait en France, avant le référendum de la Saint-Georges, pour l'occasion offerte au président de la République de s'affirmer comme le leader du nouvel ensemble. Il est probable que la médiocrité du résultat explique, pour une bonne part, la colère pompidolienne.

Ce n'est cependant pas la seule explication. Entre Paris et la plupart des autres gouvernements concernés par la construction européenne, un nouveau motif de désaccord vient de naître. Il porte sur le choix de la ville qui doit héberger le secrétariat politique de la Communauté. Pompidou espérait que cet organisme nouveau s'installerait à Paris. Il retrouvait, en cela, les objectifs les plus anciens du général de Gaulle. « D'un groupement ayant pour artères la mer du Nord, le Rhin, la Méditerranée, c'est à la France que doivent revenir le devoir et la dignité d'être le centre et la clef. » Cette phrase avait été prononcée le 7 mars 1948, à Compiègne, par celui qui était alors le fondateur du R.p.f. Et, un mois plus tard, aux premières assises nationales du Mouvement réunies à Marseille, le général de Gaulle, affirmant qu'il fallait « bâtir l'Europe occidentale », précisait que « de ce groupement, le centre physique et moral, c'est la France. »

Pompidou pas sérieux

Le successeur du Général peut lui être infidèle sur bien des points. Là, le voici dans la droite ligne. Pour l'emporter, il faut des alliés. On a cherché le soutien allemand. Il a été perdu, beaucoup plus par un désaccord fondamental sur l'avenir de l'évolution européenne que par le conflit né de la crise monétaire internationale. Pompidou a cru trouver en Edward Heath un appui solide, la Grande-Bretagne ayant par tradition un penchant pour une Europe intégrée au minimum possible. Hélas ! le bon M. Heath vient de proclamer que le siège du secrétariat politique devait être Bruxelles. Le président de la République garde-t-il en réserve la carte italienne ? En tout cas, il attend la constitution d'un gouvernement à Rome pour franchir les Alpes afin d'y porter la bonne parole.

L'argument peu avoué pour s'opposer à Bruxelles est que la Belgique loge aussi l'Otan. Le gouvernement français feint de croire qu'une telle proximité serait un frein à l'indépendance européenne, ce qui n'est pas très sérieux. L'indépendance à l'égard des Etats-Unis ne tient pas dans une géographie de ce genre, mais d'abord dans la capacité des nations européennes à résister à une forme de colonisation économique, ce que la construction européenne leur permet.

Pompidou pourrait méditer, à ce sujet, l'hommage involontairement rendu par les communistes Jacques Denis et Jean Kanapa qui, dans un livre fort critique sur la construction européenne, « Pour ou contre l'Europe », écrivent : « De 1954 à 1964, les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon ne parvenaient à augmenter leurs exportations d'acier vers les pays de la Ceca que de deux millions de tonnes, alors que les trusts de l'acier des Six augmentaient leurs ventes globales à l'intérieur de la petite Europe de près de dix millions de tonnes. »



Georges Pompidou et Edward Heath.

Les autres pays, qui se déclarent d'accord pour que la conférence de Paris aboutisse à des résultats concrets, ajoutent que, puisque le Marché commun siège à Bruxelles, son secrétariat politique doit y être aussi. Ce qui relève du simple bon sens. En réalité, la boulimie de Paris les inquiète. Et beaucoup d'entre eux doivent penser que derrière cette boulimie se cache l'autre dessein français, qui est de faire du secrétariat politique la machine de guerre des anti-intégrationnistes.

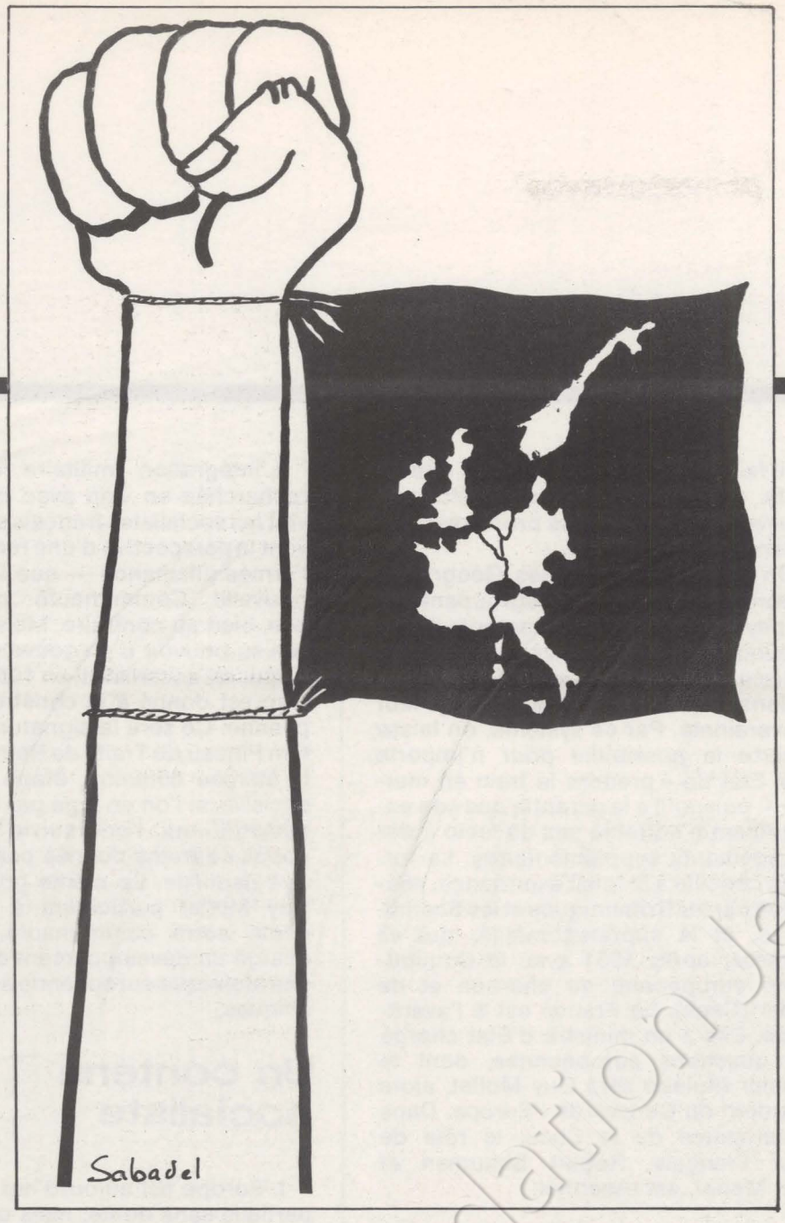
Le débat est ancien. Il a opposé, dès les lendemains de la deuxième guerre mondiale, ceux qu'on appelait les fonctionnalistes à ceux qu'on appelait les fédéralistes. Les premiers, solidement appuyés sur l'Angleterre d'alors, s'opposaient en fait à toute forme de supranationalité, au nom de la pratique et de la souveraineté nationale. C'est-à-dire au nom des arguments du général de Gaulle et de Pompidou.

Les socialistes en général, et les socialistes français en particulier, ont toujours appartenu à l'autre camp. Un peu d'histoire permet de mieux voir la profondeur et l'ancienneté de leur attachement à l'idée européenne. Les 24 et 25 avril 1948 se réunit à Paris une Conférence internationale des partis socialistes européens. Sa résolution finale disait : « C'est dans le cadre des Etats unis de l'Europe libre, considérés comme une étape vers l'unification du monde, que peuvent le mieux être atteints dans la paix les objectifs économiques, sociaux, politiques et culturels des travailleurs de ces pays. »

Face aux géants

Une telle prise de position était l'aboutissement de la rencontre de trois réalités, mêlant l'expérience vécue à la théorie.

La première est illustrée par une phrase célèbre de Léon Blum. 1941. La guerre est celle de l'Allemagne nazie partout victorieuse. Le chef du gouvernement du Front populaire est emprisonné à Bourassol. Il faut une grande force d'âme et une bonne dose de foi dans ses analyses, face à une telle situation,



non seulement pour ne pas imaginer la victoire allemande, mais encore pour méditer sur le statut futur de l'Allemagne vaincue, en le faisant avec générosité et intelligence. Pour Blum, un grand peuple ne peut disparaître et les pires fautes ne s'effacent pas par la revanche. La force n'est pas la réponse à la force. Il écrit, dans cette émouvante et profonde réflexion que constitue « A l'échelle humaine », l'ouvrage qu'il rédige alors en profitant de ses loisirs forcés de prisonnier : « Pour obtenir l'innocuité allemande dans un statut paisible et sûr de l'Europe, il n'existe donc qu'un seul procédé, qui est l'incorporation de la nation allemande dans une communauté internationale assez puissante pour la rééduquer, pour la discipliner et, s'il le fallait, pour la maîtriser. »

Au lendemain d'une guerre abominable, une telle phrase peut faire réfléchir. Les socialistes français l'ont retenue. Dans le même temps qu'ils s'opposent à l'éclatement de l'Allemagne en de multiples Etats souverains — ce rêve repris de Richelieu aura hanté le général de Gaulle — ils souhaitent enfermer l'Allemagne dans un cadre solide, tout en estimant que l'égalité des droits et des devoirs, cette règle fondamentale du socialisme, ne pouvait que conduire à ce que tous s'imposent comme limitation de souveraineté ce qu'ils imposeraient à la nouvelle Allemagne.

La seconde réalité est l'état de l'Europe au lendemain de la guerre. D'une part, elle est exsangue. D'autre part, on y a pris enfin conscience de l'absurdité des guerres à répétition, provoquée par la division du continent européen en Etats souverains. Enfin, chacun sent bien que les deux guerres mondiales ont réduit l'Europe à ce qu'elle est géographiquement. Qu'elle n'est plus le centre de l'univers et qu'en face des géants américain et soviétique, chaque nation européenne est d'un bien faible poids.

Indépendance et souveraineté

Troisième réalité : les socialistes non seulement ne sont pas choqués par la notion de supranationalité, mais au contraire la classent parmi leurs principes théoriques les plus solides. Revenu de déportation, Léon Blum s'attachera à le rappeler. Au cours de l'année 1948, lorsque la nécessité du choix européen se précise, il accumulera les démonstrations sur cette question. Les gaullistes et les communistes mènent la plus vive polémique contre ce qu'ils dénoncent — ils le feront parfois en commun — comme une renonciation à la France.

Laissons alors la parole à Blum. Le 9 avril 1948, il est à Stresa, où se tient une Conférence socialiste internationale. Le texte tout entier serait à citer. En voici quelques extraits qui, parfois, ont de plus un terrible accent d'actualité lorsqu'on pense au drame tchécoslovaque et à la « souveraineté limitée » : « Ne confondons pas les mots et les idées. Le socialisme international n'admet aucune atteinte à l'indépendance. Non seulement il admet, mais il préconise, il souhaite les limitations de souveraineté. Il exige seulement que ces limitations soient librement et volontairement consenties par les Etats, ainsi que les socialistes français l'ont fait inscrire dans la Constitution récente de la République. »

Par étapes

« La souveraineté nationale n'est pas la même chose que l'indépendance, pas plus pour les nations que pour le citoyen de la Cité... Dans une société civilisée, l'individu est libre, mais non souverain. Là-dessus repose le contrat social. Au contraire, la tradition historique a posé les Etats comme souverains et, longtemps, ces souverainetés sont restées sans limite et sans appel. La tragique suite des guerres modernes n'a pas d'autre cause. C'est au nom du dogme absolu de la souveraineté sans limite et sans appel qu'on a si longtemps interdit toute société internationale... C'est au nom de ce même dogme que l'on condamne encore aujourd'hui les premières tentatives de l'Europe occidentale pour entreprendre un commencement d'unification économique, qui entraînera fatalement un commencementd'unificationpolitique. »

L'Europe est donc bien, pour les socialistes, une étape vers cette organisation mondiale, supranationale, qui, en abaissant les frontières sans détruire la liberté et l'originalité des peuples, créera le contrat international équivalent au contrat social régissant les relations entre les individus dans les collectivités modernes. Et si l'étape est modeste, pe-

→

tite, ce n'est pas de leur faute. D'abord, ils ne sont pas majoritaires. Mais, écrit Léon Blum dans « le Populaire » du 21 avril 1948, « nous n'avons nullement l'intention d'attendre pour poser les premières pierres de la construction européenne le jour où tous les pays de l'Europe auraient une majorité socialiste au Parlement et un gouvernement socialiste homogène ». Faire avancer une idée fondamentale, même avec l'aide ou le concours de gens séparés de vous, est nécessaire lorsque l'enjeu est grand et décisif.

D'autre part, l'Europe susceptible de s'unir s'est réduite. Le rideau de fer est tombé à l'Est et la guerre froide commence. A l'Ouest, l'Angleterre et les Etats scandinaves se méfient des abandons de souveraineté. Le travailliste anglais Herbert Morrisson, ministre des Affaires étrangères, résumera bien cette attitude dans une interview accordée au « Monde » le 14 octobre 1951 : « J'admets que le peuple britannique est — très justement d'ailleurs — attaché à son mode de vie politique et à ses institutions. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille exclure, dans l'avenir, une refonte éventuelle de nos institutions, pourvu que les réformes proposées jaillissent de l'expérience. »

On agira donc par étapes. Géographiquement, d'abord, en ne regroupant que six pays. Dans les méthodes, ensuite, en appliquant le principe des autorités spécialisées. Dans un domaine précis, les nations abandonnent une partie de leur souveraineté. Par ce système, on laisse ouverte la possibilité pour n'importe quel Etat de « prendre le train en marche », puisqu'il a la garantie que son engagement n'entraîne pas de facto à des engagements supplémentaires. La formule concilie à la fois l'expérience, souhaitée par les Britanniques et les Scandinaces, et la supranationalité, qui va s'exercer après 1951 avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca). La France est à l'avant-garde. Elle a un ministre d'Etat chargé des questions européennes, dont le premier titulaire sera Guy Mollet, alors président du Conseil de l'Europe. Dans la naissance de la Ceca, le rôle de deux Français, Robert Schuman et Jean Monet, est essentiel.

L'intégration militaire est ensuite recherchée en vain avec la C.e.d., qui voit les socialistes français se diviser devant la perspective d'une renaissance de l'armée allemande — que l'échec de la nouvelle Communauté n'empêchera pas, bien au contraire. Mais, avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dirigé par les socialistes, en 1956, un nouvel élan est donné à la construction européenne. Ce sera la signature par Christian Pineau du Traité de Rome, instituant le Marché commun, étape sans doute décisive, si l'on en juge par les développements qui l'ont suivie malgré les coups de freins donnés par la République gaulliste. Le même gouvernement Guy Mollet participera à la création d'une autre communauté, l'Euratom, chargé du développement de la recherche atomique européenne à des fins pacifiques.

Un contenu socialiste

L'Europe est aujourd'hui une réalité, partielle sans doute, mais qui ne laisse guère de possibilité de retour en arrière. Les socialistes en connaissent les insuffisances, tant dans les structures que dans ses contenus politiques et économiques. « Les socialistes ne sauraient cautionner, dit le programme adopté cette année par le Parti socialiste, une politique européenne dont l'objet principal serait de tirer le capitalisme d'une situation difficile. »

Il ne s'agit donc plus seulement de faire l'Europe, mais encore de lui donner un contenu démocratique et socialiste. En cela, le combat à l'intérieur des frontières nationales est inséparable du combat au niveau européen. En voudrait-on une preuve qu'il suffirait de se rapporter aux objectifs avoués ou inavoués de Pompidou pour le comprendre.

CLAUDE FUZIER

CERCLES JEAN JAURES
Voyage d'Etudes au Chili
2 août - 27 août 1972

Les Cercles Jean Jaurès, école de pensée socialiste, « s'efforcent de ne rien ignorer des expériences et des créations du socialisme en France et à l'étranger », aux termes de leurs statuts.

Dans cet esprit, ils ont pris l'initiative d'organiser en août 1972 un voyage d'étude au Chili, où se poursuit depuis un an et demi une expérience socialiste sous la direction de Salvador Allende.

Après un séjour de 48 heures à Lima, qui vous permettra une approche de la situation du Pérou, vous passerez 21 jours au Chili. Le Cercle Jean Jaurès y a organisé un séjour qui, sans négliger le tourisme traditionnel (Valparaiso, Portillo, etc.), tentera de vous permettre de saisir les solutions apportées aux différents problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels du Chili par le gouvernement de l'Unité populaire.

Education :

Visite de l'université de Santiago, rencontre de professeurs, d'étudiants et de l'administration pour discuter de la réforme de l'enseignement, du départ des techniciens vers l'étranger et de la participation de l'Université chilienne au développement du pays. Egalement, rencontre avec des universitaires à Iquique et Antofagasta.

Culture :

Visite de la maison d'édition nationale Quimantu qui, organisée autour de sociologues, d'éducateurs et de syndicalistes, essaie de lutter dans le cadre d'une totale liberté de presse contre une information tendancieuse et déformée à tous les niveaux.

Projection et discussion, à l'Institut du cinéma, de documentaires et de bandes d'actualité.

Conditions de la vie :

Rencontre avec des « pobladores », c'est-à-dire les habitants des nombreux bidonvilles de Santiago, et leurs dirigeants élus.

Discussion avec des responsables de la Santé publique.

Problèmes de la distribution commerciale.

Agriculture :

Journée dans un Centre de réforme agraire, avec des représentants du ministère de l'Agriculture, des paysans et de leurs syndicats, afin de s'informer de l'application de la loi de Réforme agraire et des diverses structures légales des terres nationalisées (sans oublier un rodéo et un déjeuner typique).

Nationalisations :

Au cours du séjour, vous visiterez des entreprises nationalisées de tous ordres (pêcheries, mine de cuivre de Chuquimata, mine de nitrate, usine textile, etc.).

Nous discuterons avec les ouvriers, leurs syndicats et les représentants de l'Etat, de la cogestion des entreprises du secteur d'Etat et de la politique économique chilienne.

Enfin, des rencontres avec des représentants de la presse et des partis de l'Unité populaire vous permettront de faire un bilan général de la politique de l'Unité populaire au Chili.

Prix : 4 400 F.

Pour obtenir le programme détaillé du voyage, écrire à :
Cercles Jean Jaurès,
Service Voyage Chili
273, rue St Jacques, 75 Paris Ve.
Tél. : 633.38.15 et 326.85.70.

Week-end socialiste en Picardie les 1er et 2 juillet.

SAMEDI ET DIMANCHE MATIN : stage de formation à Chantilly avec Dominique Taddeï et Maurice Benassayag.
(Inscription 50 F, auprès de J. Froment, mairie de Saint-Valéry-sur-Somme - 80).
DIMANCHE APRES-MIDI : Fête populaire à Amiens (Château de Montières).

Gaz : énergie numéro un.

Hôpitaux, centres commerciaux, bureaux, centres informatiques.
La construction de bâtiments modernes pose de nouveaux problèmes aux constructeurs et aux promoteurs, à la recherche de la fiabilité.
Le gaz apporte la solution : l'énergie totale.
Electricité, chaleur, froid, climatisation : avec les moteurs et turbines à gaz, une plus grande commodité d'emploi, une souplesse d'utilisation unique, une très haute rentabilité.

Renseignez-vous au 775.52.21
ou écrivez au Gaz de France
B.P. 500, 75-823-PARIS
CEDEX 17.



GAZ DE FRANCE

DES HOMMES
ET DES TECHNIQUES
A VOTRE SERVICE

inter plans - publi action

Coll. Fondation Jean-Jaurès

e offre exceptionnelle à nos abonnés

Nous avons dit dès la naissance de ce journal qu'il ne pouvait vivre que s'il atteignait rapidement 10 000 abonnés. Les appels que nous avons lancés, la prospection systématique à laquelle nous avons procédé ont donné des résultats plus qu'encourageants, puisque nous dépassons maintenant les 8 000. C'est la preuve que « l'Unité » a sa place parmi les hebdomadaires politiques français.

Mais nous ne saurions nous arrêter là. D'abord parce que l'avenir du journal n'est pas encore assuré. Ensuite parce qu'au fur et à mesure que s'accroît notre audience, nos ambitions elles-mêmes grandisses.

Nous avons donc lancé depuis quelques semaines et jusqu'à la fin de ce mois une expérience qui s'adresse d'abord — mais non exclusivement — à nos abonnés. Hâtez-vous d'en bénéficier.

Que d'ici à la fin juin chaque abonné fasse un nouvel abonné

Chacun de vous connaît certainement autour de lui, un ami, un sympathisant avec lequel vous avez déjà parlé de « l'Unité », mais qui n'a pas encore fait l'effort de souscrire un abonnement. **C'est à vous de le décider à le faire.**

Pour vous y encourager nous vous faisons une offre exceptionnelle :

Chaque abonné qui nous adressera d'ici à la fin juin un nouvel abonnement d'un aura droit gratuitement aux six volumes (valeur 63 F) de la collection « La Suède en question », publiée par les éditions Seghers, à laquelle nous avons consacré une chronique dans notre numéro 11.

Ces six volumes pourront, à votre choix, être adressés soit à vous-même, soit à la personne à laquelle vous aurez fait souscrire un abonnement.

La même offre est valable pour un **nouvel** abonné nous faisant parvenir un second abonnement d'un an en même temps que le sien.

Il vous suffit de remplir les indications figurant dans le cadre ci-dessous et de nous le retourner en même temps que le bulletin normal d'abonnement dûment rempli au nom du nouvel abonné.

En acquérant une connaissance précise et objective des réalités suédoises dont il est si souvent question, vous aiderez« l'Unité », votre journal, à vivre et à se développer. D'avnce, nous vous remercions de votre concours.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

ABONNEMENT CADEAU

Je soussigné .....

.....

Demeurant .....

.....

déjà abonné à l'Unité
vous adresse l'abonnement d'un an ci-joint et vous demande de faire parvenir les six volumes de la collection « La Suède en question » :

à moi-même ☐

au nouvel abonné ☐

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT

Coll. Fondation Jaurès